

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2151

1^{er} octobre 2007

SOMMAIRE

AIG/Lincoln EE CS Two	103202	International Ploquette Holding S.A. ...	103204
Allgemeine Gesellschaft für Verbriefungen S.A.	103207	Jog S.à r.l.	103202
Allgemeine Gesellschaft für Verbriefungen S.A.	103235	Lancaster Invest Holding S.A.	103202
API Group S.A.	103248	L.T.A. S.A.	103247
Aqueduct Capital S.à r.l.	103214	Lux - Jardinage Sàrl	103209
BFL Holding S.A.	103205	Mat S.A., SICAR	103204
Borealis Investments S.A.	103206	Merula Investments S.A.	103204
CEE Fund ICZ (Luxembourg) S.A.	103214	Pachiy Project	103213
Charlimmo S.A.	103210	Pillarlux Bretigny Sàrl	103206
Commercial Investment Cadiz S.à r.l. ...	103207	Pillarlux Montgeron Sàrl	103203
Commercial Investment Retail Park Merville S.à r.l.	103224	Prevent S.A.	103248
Corbigny Investissement S.A.	103213	Prime Action S.A.	103204
Elco-Servitec S.A.	103208	R03 (Luxembourg) S.A.	103213
FGA (Luxembourg) S.A.	103205	Redevco Asian Holdings S.A.	103206
Financière Galliera S.A.	103248	Riversand International S.à r.l.	103246
Finanzprojekt Holding	103208	RREEF Pan-European Infrastructure Lux S.à r.l.	103203
Finelco S.A.	103209	SEB Spezialfonds 5 - SICAV-FIS	103225
Fougère Holding S.A.	103206	SEB Spezialfonds 6 - SICAV-FIS	103215
GIP Invest S.A.	103203	Sigda S.à r.l.	103247
GSB-Lux S.à r.l.	103210	Simon's Plaza Potaschbiere S.à r.l.	103234
Hawk Finance S.A.	103211	Simon's Plaza Rond-Point Sàrl	103215
Hawk Finance S.A.	103211	Société Hollando-Suisse de Participation	103205
Hawk Finance S.A.	103212	Sofibru	103214
Hawk Finance S.A.	103212	Talden Holding S.A.	103247
Hellas Telecommunications Finance	103210	Trust & Consult S.à r.l.	103207
Hotel & Co II S.à r.l.	103211	WAI S.C.A., SICAV - FIS	103235
Hotel & Co I S.à r.l.	103212	Wichford Dandelion Holding S.à r.l.	103234

Jog S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 82.895.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social le 28 juin 2007

L'Assemblée décide d'accepter:

- La démission, avec effet au 28 juin 2007, de Monsieur Olivier Grinda, administrateur de sociétés, né à Nice (France) le 16 juin 1946 et domicilié à 658 NW 99th street, FL-33150 Miami (Etats-Unis);
- La nomination au poste de gérants avec effet au 28 juin 2007 de:
 - Monsieur Grégory Mathieu, administrateur de sociétés, né à Huy (Belgique) le 28 octobre 1977 et domicilié professionnellement à L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange;
 - Monsieur Steve van den Broek, administrateur de sociétés, né à Anvers (Belgique) le 26 juillet 2007 et domicilié professionnellement à L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JOG S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007103234/3258/22.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH07949. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Lancaster Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 95.339.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 juillet 2007

- Sont nommées administrateurs de la société Mme Anja Lakoudi, employée privée, résidant professionnellement au 2, boulevard Konrad Adenauer à L-1115 Luxembourg et M. Olivier Laurent Christophe Jarny, employée privée, résidant professionnellement au 2, boulevard Konrad Adenauer à L-1115 Luxembourg en remplacement des administrateurs démissionnaires M. Tom Karel Odile Verheyden et M. Vincent de Rycke.

- Les mandats des nouveaux administrateurs prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012 statuant sur les comptes annuels de 2011.

Luxembourg, le 17 août 2007.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007103249/1463/19.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09062C. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

AIG/Lincoln EE CS Two, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 61, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 129.437.

—
Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 30 juillet 2007, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 21 août 2007.

F. Kessler

Notaire

Référence de publication: 2007103326/219/13.

(070116782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Pillarlux Montgeron Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 114.575.

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 10 août 2007 que KPMG AUDIT S.à r.l., ayant son siège social au 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, RCS B 103.590, a été nommé commissaire de la Société pour une durée renouvelable d'un an. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des associés approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Pour la société

TMF MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2007103266/805/20.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09236. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

RREEF Pan-European Infrastructure Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 117.671.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 25 avril 2007

- Est nommé gérant de la société M. Rolf Johannes Caspers, employé privé, résidant professionnellement au 2, boulevard Konrad Adenauer à L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire M. Tom Karel Odile Verheyden.

- Le mandat de nouveau gérant est conclu pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 25 avril 2007.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2007103338/1463/17.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09045. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

GIP Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6868 Wecker, 7, Am Scheerleck.

R.C.S. Luxembourg B 79.099.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 12 juin 2007

L'assemblée générale ordinaire de GIP INVEST S.A. a pris ce jour à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Est élu administrateur pour une durée de six ans:

- Monsieur Thomas Backs, né le 27 février 1961 à Bielefeld (D) demeurant à D-80469 München, Jahnstrasse 32.

Itzig, le 13 août 2007.

Pour extrait conforme et sincère

FIDUCIAIRE EVERARD-KLEIN S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2007103276/1345/17.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH07139. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Prime Action S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 55.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

Pour PRIME ACTION S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

L. Heck / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007103060/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH06951. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Mat S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 115.975.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

Pour MAT S.A., SICAR

EXPERTA LUXEMBOURG

L. Heck / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007103059/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH06948. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Merula Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 73.033.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007103095/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07513. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

International Ploquette Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 95.990.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007103023/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2007, réf. LSO-CH02335. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

FGA (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 61.096.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

S. Livoir.

Référence de publication: 2007103022/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2007, réf. LSO-CH04287. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

BFL Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.171.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007103026/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2007, réf. LSO-CH02338. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Société Hollando-Suisse de Participation, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 3.557.

DISSOLUTION*Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société SOCIETE HOLLANDO-SUISSE DE PARTICIPATION, reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 31 mai 2007, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 juin 2007. Relation: EAC/2007/6039.

- que la société SOCIETE HOLLANDO-SUISSE DE PARTICIPATION (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 3.557,

constituée suivant acte notarié du 5 juin 1939 et publié au Mémorial C numéro 68 du 23 juin 1939; les statuts de la prédite Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 30 juin 1969 et publié au Mémorial C numéro 175 du 17 octobre 1969, au capital social de trois cent vingt-huit mille euros (328.000,- EUR), représenté par mille trois cent vingt (1.320) actions sans désignation de valeur nominale

se trouve à partir de la date du 31 mai 2007 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 14 mai 2007 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les articles 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de la Société dissoute, en l'occurrence au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Pour extrait conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 6 août 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2007103161/239/30.

(070117111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Borealis Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 83.597.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue en date du 10 juillet 2007

L'Assemblée Générale décide:

1. de prendre acte de la démission des sociétés KRYPTON DISTRIBUTION CORPORATION et FINANCIERE DES DAHLIAS HOLDING SAH et de Maître Marie-Béatrice Wingerter De Santeul de leur fonction d'administrateurs.

2. de nommer comme nouveaux administrateurs Messieurs Dominique Léonard et Didier Schönberger et Madame Natacha Steuermann demeurant professionnellement au 10, rue Pierre d'Aspelt à L-1142 Luxembourg pour un terme expirant à l'issue l'Assemblée Générale Annuelle de 2009

3. de transférer le siège social de la société du 6, rue de Bragance à Luxembourg au 11B, boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg.

Pour extrait certifié conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007103149/322/22.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH01246. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Redevco Asian Holdings S.A., Société Anonyme Holding,**(anc. Fougère Holding S.A.).**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 101.727.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Baden

Notaire

Référence de publication: 2007103353/7241/12.

(070116787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Pillarlux Bretigny Sarl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 40.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 96.236.

—
Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 10 août 2007 que KPMG AUDIT S.à r.l., ayant son siège social au 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, RCS B 103.590, a été nommé commissaire de la Société pour une durée renouvelable d'un an. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des associés approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Pour la société

TMF MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2007103272/805/20.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09229. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Allgemeine Gesellschaft für Verbriefungen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 110.746.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2007.
MERCURIA SERVICES
Signature

Référence de publication: 2007102962/1005/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09103. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Commercial Investment Cadiz S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 78.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.
Pour COMMERCIAL INVESTMENT CADIZ SARL
EXPERTA LUXEMBOURG
L. Heck / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007103062/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH06971. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Trust & Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 61.962.

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Par quatre jugements du 21 juin 2007, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

- LUX-JARDINAGE Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5445 Schengen, 110, rte du Vin, B 85.408
- RIVERSAND INTERNATIONAL Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5454 Stadtbredimus, 3, Lauthegaass B 75.419
- TRUST & CONSULT Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5480 Wormeldange 65, rue Principale, B 61.962
- FINANZPROJEKT HOLDING SA, établie et ayant eu son siège social à L-5480 Wormeldange 65, rue Principale, B 63.780

Ces mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Madame Elisabeth Capesius, 1^{er} juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur Maître Pierre Feltgen, Avocat à la Cour demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de déposer leurs déclarations de créance au greffe du tribunal d'arrondissement avant le 11 juillet 2007.

Pour extrait conforme
M^e P. Feltgen
Liquidateur

Référence de publication: 2007103119/1421/25.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02826. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Finanzprojekt Holding, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 63.780.

—
LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Par quatre jugements du 21 juin 2007, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

- LUX-JARDINAGE Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5445 Schengen, 110, rte du Vin, B 85.408
- RIVERSAND INTERNATIONAL Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5454 Stadtbredimus, 3, Lauthegaass B 75.419
- TRUST & CONSULT Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5480 Wormeldange 65, rue Principale, B 61.962
- FINANZPROJEKT HOLDING SA, établie et ayant eu son siège social à L-5480 Wormeldange 65, rue Principale, B 63.780

Ces mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Madame Elisabeth Capesius, 1^{er} juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur Maître Pierre Feltgen, Avocat à la Cour demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de déposer leurs déclarations de créance au greffe du tribunal d'arrondissement avant le 11 juillet 2007.

Pour extrait conforme

M^e P. Feltgen

Liquidateur

Référence de publication: 2007103118/1421/25.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02829. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Elco-Servitec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 7, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 25.321.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 2007 que:

1) Messieurs Beck Frank

Elsen Gust

Glaesener Lutwin

Maquet Mathis

Picard Marc

Zigrand Armand

demeurant tous à Luxembourg 7, rue Christophe Plantin

sont nommés membres du conseil d'administration pour leurs fonctions d'administrateurs.

2) Messieurs Beck Frank

Elsen Gust

Glaesener Lutwin

Picard Marc

demeurant tous à Luxembourg 7, rue Christophe Plantin

sont nommés délégués à la gestion journalière pour leurs fonctions de membres du Comité de Direction.

Le mandat du réviseur d'entreprise est confié à la société AUTONOME DE REVISION avec siège à Luxembourg.

Tous les mandats expireront lors de l'assemblée générale de 2008.

Luxembourg, le 26 juin 2007.

ELCO-SERVITEC SA

Signatures

Référence de publication: 2007103190/2511/29.

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 2007, réf. LSO-CH04758. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Finelco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 7, rue Christophe Plantin.
R.C.S. Luxembourg B 98.513.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 2007 que:

- 1) Messieurs Beck Frank
Elsen Gust
Glaesener Lutwin
Maquet Mathis
Picard Marc
Zigrand Armand

demeurant tous à Luxembourg 7, rue Christophe Plantin
sont nommés membres du conseil d'administration pour leurs fonctions d'administrateurs.

- 2) Messieurs Beck Frank
Elsen Gust
Glaesener Lutwin
Picard Marc

demeurant tous à Luxembourg 7, rue Christophe Plantin
sont nommés délégués à la gestion journalière pour leurs fonctions de membres du Comité de Direction.
Le mandat du commissaire est confié à la société AUTONOME DE REVISION avec siège à Luxembourg.
Tous les mandats expireront lors de l'assemblée générale de 2008.

Luxembourg, le 26 juin 2007.

FINELCO SA

Signatures

Référence de publication: 2007103191/2511/29.

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 2007, réf. LSO-CH04769. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Lux - Jardinage Sàrl, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 85.408.

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Par quatre jugements du 21 juin 2007, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

- LUX-JARDINAGE Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5445 Schengen, 110, rte Vin, B 85.408
- RIVERSAND INTERNATIONAL Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5454 Stadtbredimus, 3 Lauthegaass B 75.419
- TRUST & CONSULT Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5480 Wormeldange 65, rue Principale, B 61.962
- FINANZPROJEKT HOLDING SA, établie et ayant eu son siège social à L-5480 Wormeldange 65, rue Principale, B 63.780

Ces mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Madame Elisabeth Capesius, 1^{er} juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur Maître Pierre Feltgen, Avocat à la Cour demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de déposer leurs déclarations de créance au greffe du tribunal d'arrondissement avant le 11 juillet 2007.

Pour extrait conforme

M^e P. Feltgen

Liquidateur

Référence de publication: 2007103123/1421/25.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02821. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Charlimmo S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 53.108.

—
DISSOLUTION

Extrait

Suite à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 11 juillet 2007, enregistrée à Luxembourg - Sociétés, en date du 18 juillet 2007 référence CG/06605 il résulte que les opérations de liquidation de la société anonyme CHARLIMMO S.A. (en liquidation) (ci-après dénommée la «Société») ont été définitivement clôturées et que la Société a cessé d'exister.

Les documents et livres de la Société sont conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la clôture de la liquidation au 3, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Le Liquidateur

Référence de publication: 2007103166/506/20.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH07165. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Hellas Telecommunications Finance, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 107.288.

Extrait de la décision prise par l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg en date du 27 juillet 2007

L'assemblée générale a pris la résolution suivante:

Le mandat de la société ERNST & YOUNG S.A., avec siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous n ° B 47.771, en tant que réviseur d'entreprises a été révoqué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2007.

Pour HELLAS TELECOMMUNICATIONS FINANCE

MERCURIA SERVICES S.A.

Mandataire

Signature

Référence de publication: 2007103199/1005/20.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09100. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

GSB-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1E, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 118.233.

—
Beschluss

Der unterzeichnete Herr Raimund Wagner, Maurermeister, wohnhaft in D-66564 Ottweiler, Im Teich 6, erklärt hiermit, dass er mittels Schreiben vom 23. März 2007 seine Kündigung als Geschäftsführer der Gesellschaft GSB-LUX S.à r.l. mit sofortiger Wirkung eingereicht hat.

Ottweiler, den 20. August 2007.

R. Wagner.

Référence de publication: 2007103620/201/14.

Enregistré à Diekirch, le 23 août 2007, réf. DSO-CH00184. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070117921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Hawk Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 49.646.

Constituée par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 13 décembre 1994, acte publié au Mémorial C no 138 du 28 mars 1995. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par-devant le même notaire en date du 16 septembre 1996, acte publié au Mémorial C no 10 du 13 janvier 1997.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HAWK FINANCE S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007103656/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08310. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Hawk Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 49.646.

Constituée par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 13 décembre 1994, acte publié au Mémorial C no 138 du 28 mars 1995. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par-devant le même notaire en date du 16 septembre 1996, acte publié au Mémorial C no 10 du 13 janvier 1997.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HAWK FINANCE S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007103657/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08306. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Hotel & Co II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 96.676.

Extrait des délibérations portant à publication de l'associé unique prise au siège social de la société en date du 20 juin 2007

Décisions

L'associé unique a décidé d':

- Informer le Registre de commerce et des sociétés que l'adresse de la société HOTEL & PARTICIPATION S.A., associé unique de la société est fixée L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007103679/4286/18.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09394. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Hawk Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 49.646.

Constituée par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 13 décembre 1994, acte publié au Mémorial C no 138 du 28 mars 1995. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par-devant le même notaire en date du 16 septembre 1996, acte publié au Mémorial C no 10 du 13 janvier 1997.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HAWK FINANCE S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007103658/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08302. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Hotel & Co I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 96.675.

Extrait des délibérations portant à publication de l'associé unique prise au siège social de la société en date du 20 juin 2007

Décisions

L'associé unique a décidé d':

- Informer le Registre de commerce et des sociétés que l'adresse de la société HOTEL & PARTICIPATION S.A., associé unique de la société est fixée L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007103675/4286/18.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09391. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Hawk Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 49.646.

Constituée par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 13 décembre 1994, acte publié au Mémorial C no 138 du 28 mars 1995. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par-devant le même notaire en date du 16 septembre 1996, acte publié au Mémorial C no 10 du 13 janvier 1997.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HAWK FINANCE S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007103659/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08290. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Corbigny Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 67.867.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S.G.A. SERVICES S.A.
Administrateur
Signatures

Référence de publication: 2007103710/1023/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08446. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

R03 (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 83.513.

Il résulte de l'assemblée générale annuelle du 6 juillet 2007 que les actionnaires ont décidé de prolonger avec effet immédiat les mandats jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2008 de:

- TMF SECRETARIAL SERVICES S.A., TMF CORPORATE SERVICES S.A. et TMF ADMINISTRATIVE SERVICES S.A. en tant qu'administrateurs de la Société;

- L'ALLIANCE REVISION S.à r.l. en tant que commissaire aux comptes de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Pour avis conforme
TMF MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.
Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2007103261/805/20.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09241. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Pachiy Project, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8395 Septfontaines, 1A, rue de la Forêt.
R.C.S. Luxembourg F 1.346.

Art. 1^{er}. Dénomination, siège et durée.

(1) L'association porte la dénomination PACHIIY PROJECT

(2) Son siège est à L-7381 Bofferdange, 154, Cité Roger Schmitz

(3) Sa durée est illimitée

Changement de l'adresse du siège social:

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} août 2007 il a été décidé de changer l'adresse du siège social arrêté dans l'article 1^{er} des statuts de l'association. La nouvelle adresse du siège social est: L-8395 Septfontaines, 1A, rue de la Forêt.

Bofferdange, le 1^{er} août 2007.

B. Thuy
Le président

Référence de publication: 2007103160/5949/20.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09494. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Sofibru, Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 29.462.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2007.

CREDIT AGRICOLE LUXEMBOURG CONSEIL S.A.

Signature

Référence de publication: 2007103701/1023/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08504. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

CEE Fund ICZ (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 86.557.

Il résulte de l'assemblée générale annuelle du 3 juillet 2007 que les actionnaires ont décidé de prolonger avec effet immédiat les mandats jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2008 de:

- TMF SECRETARIAL SERVICES S.A., TMF CORPORATE SERVICES S.A. et TMF ADMINISTRATIVE SERVICES S.A. en tant qu'administrateurs de la Société;

- L'ALLIANCE REVISION S.à r.l. en tant que commissaire aux comptes de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Pour avis conforme

TMF MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2007103259/805/20.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09243. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Aqueduct Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 200.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 112.631.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 10 juillet 2007

- Sont nommées gérants de la société Mme Anja Lakoudi, employée privée, résidant professionnellement au 2, boulevard Konrad Adenauer à L-1115 Luxembourg et M. Olivier Laurent Christophe Jarny, employée privée, résidant professionnellement au 2, boulevard Konrad Adenauer à L-1115 Luxembourg en remplacement des gérants démissionnaires M. Tom Karel Odile Verheyden et M. Vincent de Rycke.

- Les mandats des nouveaux gérants prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012 statuant sur les comptes annuels de 2011.

Luxembourg, le 17 août 2007.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007103250/1463/20.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09060. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Simon's Plaza Rond-Point Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 52, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 49.711.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

Référence de publication: 2007102949/832/13.

Enregistré à Diekirch, le 22 août 2007, réf. DSO-CH00175. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070117170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

SEB Spezialfonds 6 - SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.
R.C.S. Luxembourg B 131.561.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, den elften September.

Vor dem unterzeichnenden Notar Joseph Gloden, mit dem Amtssitz in Grevenmacher (Luxemburg).

Ist erschienen:

SEB ASSET MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft mit Gesellschaftssitz in 6a, Circuit de la Foire Internationale; L-1347 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 28.468,
hier vertreten durch

1) Herrn Rudolf Kömen, Managing Director der SEB ASSET MANAGEMENT S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, und

2) Herrn Renzo Sechi, General Manager der SEB ASSET MANAGEMENT S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire internationale, L-1347 Luxembourg.

Herr Renzo Sechi hier vertreten durch Herrn Rudolf Kömen, vorgenannt, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt in Frankfurt/Main, am 6. September 2007.

Die erteilte Vollmacht, welche ne varietur durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei sowie den unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um gleichzeitig mit ihr einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Aktiengesellschaft (société anonyme), welche als Gesellschaft mit variablem Kapital in der Form eines spezialisierten Investmentfonds organisiert («société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé») wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen der Zeichnerin und allen zukünftigen Aktionären, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital strukturiert als spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable- fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen SEB SPEZIALFONDS 6 - SICAV-FIS (die «Gesellschaft»).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrates kann der Gesellschaftssitz innerhalb Luxemburg-Stadt verlegt werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche, militärische oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche nach Meinung des Verwaltungsrats die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Beendigung dieser außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorläufige Maßnahme hat jedoch keinerlei Einfluß auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin luxemburgisch bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbeschränkte Dauer gegründet. Sie kann zu jeder Zeit durch einen, wie in Sachen Abänderung dieser Satzung getroffenen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Ausschließlicher Gegenstand der Gesellschaft ist die Erzielung eines größtmöglichen Ertrages durch gleichzeitige Wahrung eines ausgewogenen Risikogrades. Die Gesellschaft verfolgt dabei langfristige Anlageziele. Die Grundsätze der Anlagepolitik sind in Artikel 19 der vorliegenden Satzung festgelegt.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstands für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (im folgenden «Gesetz von 2007» genannt).

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem in Artikel 11 der Satzung definierten Nettoinventarwert der Gesellschaft entsprechen. Das Gründungskapital beträgt fünfunddreissigtausend (35.000,-) Euro und ist in 350 Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestkapital der Gesellschaft von einer Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,-) Euro muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht erreicht werden. Der Verwaltungsrat hat jederzeit das unbeschränkte Recht, gemäß Artikel 12 der vorliegenden Satzung zusätzliche voll eingezahlte Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszugebenden Aktien einzuräumen. Ferner kann der Verwaltungsrat die vorhandenen Aktien in eine größere Anzahl von Aktien unterteilen unter dem Vorbehalt, dass der Gesamtinventarwert der neuen Aktien nicht höher sein darf als der Inventarwert der unterteilten Aktien.

Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäß bevollmächtigte Person damit beauftragen, Zeichnungen für solche neuen Aktien entgegenzunehmen, diese Aktien auszustellen und die entsprechende Zahlung in Empfang zu nehmen.

Der Erlös der Ausgabe einer jeden Aktie, wird gemäß Artikel 4 der vorliegenden Satzung in Vermögenswerte angelegt, welche solchen geographischen Zonen, Industriesektoren, Währungszonen oder solchen spezifischen Arten von Vermögenswerten entsprechen, wie sie jeweils vom Verwaltungsrat für jede Aktie bestimmt werden.

Art. 6. Namensaktien. Aktien werden in der Form von Namensaktien ausgegeben. Der Verwaltungsrat hat das Recht zu entscheiden, ob Zertifikate für Namensaktien ausgegeben werden oder nicht. Falls der Verwaltungsrat entschieden hat Zertifikate für Namensaktien auszugeben und ein Aktionär nicht ausdrücklich Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm anstelle dieser Zertifikate eine Bestätigung seines Aktieneigentums ausgehändigt. Wünscht ein Inhaber von Namensaktien die Ausstellung mehrerer Zertifikate für seine Aktien, so können ihm die Kosten für solche zusätzlichen Zertifikate auferlegt werden. Die Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Diese Unterschriften können handschriftlich, in gedruckter Form oder durch Stempel angebracht werden. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine zu diesem Zwecke vom Verwaltungsrat bevollmächtigte Person erfolgen. In diesem Falle muss die Unterschrift handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in der jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Form ausstellen.

Aktien können lediglich unter Voraussetzung der Zeichnungsannahme und dem Erhalt des Kaufpreises, gemäß Artikel 12 der vorliegenden Satzung, ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises erhält der Zeichner, binnen kurzer Zeit, die Aktienzertifikate oder eine Bestätigung bezüglich der von ihm erworbenen Aktien.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien, werden in das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren damit beauftragten Person(en) geführte Aktienregister eingetragen, welches den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder sein Wahlmizil, soweit der Gesellschaft bekannt gegeben, die Anzahl der in seinem Besitz befindlichen Aktien und den für die einzelnen Aktien gezahlten Preis angibt. Jede Übertragung einer Aktie wird in das Aktienregister eingetragen und jede solche Übertragung wird von einem oder mehreren Angestellten, oder von einer oder mehreren Personen, die diesbezüglich vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurden, unterzeichnet.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt a) im Falle der Ausstellung von Aktienzertifikaten, gegen Aushändigung des oder der entsprechenden Aktienzertifikate(s) an die Gesellschaft mit dem ordnungsgemäß auf der Rückseite ausgefüllten Übertragungsformular und allen sonstigen von der Gesellschaft geforderten Übertragungsurkunden, b) falls keine Aktienzertifikate ausgestellt wurden, mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister eingetragen wird und vom Zedenten und vom Zessionar oder von ordnungsgemäß dazu bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet wird.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen sollen. Diese Adresse wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen.

Sollte ein Aktionär es versäumen, eine Adresse anzugeben, so kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Notiz ins Aktienregister eintragen lassen, und als Adresse des betreffenden Aktionärs gilt alsdann die des Gesellschaftssitzes, oder jedwede andere jeweils von der Gesellschaft eingetragene Adresse, dies bis zur Angabe einer anderen Adresse durch diesen Aktionär. Der Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse jederzeit, durch eine Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an jede andere von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse, ändern lassen.

Falls die Zahlung des Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese ins Aktienregister eingetragen. Dieser Bruchteil gewährt kein Stimmrecht, gibt jedoch zu den von der Gesellschaft diesbezüglich festgelegten Bedingungen Anrecht auf anteilmäßige Dividenden.

Die Zahlung von Dividenden an Inhaber von Namensaktien erfolgt an ihre im Aktienregister angegebene Adresse.

Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Falls ein Aktionär der Gesellschaft zur Genüge beweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat des besagten Aktienzertifikats unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und Garantien einschließlich einer Si-

cherheit einer Versicherungsgesellschaft ausgestellt werden. Nach der Ausstellung dieses neuen als Duplikat gekennzeichneten Aktienzertifikats wird das ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft durch neue ersetzt werden. Die beschädigten Zertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und umgehend annulliert.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten, auferlegen.

Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken:

1) sofern es sich bei dieser Person oder Gesellschaft nicht um einen sachkundigen Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 handelt,

2) sofern dieses Eigentum an Aktien nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder

3) sofern die Gesellschaft als Folge dieses Aktieneigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile erleiden müsste

(wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als «Unzulässige Personen» definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Aktien und die Eintragung der Übertragung von Aktien verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Unzulässigen Person an diesen Aktien zur Folge hätte;

und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Aktionäre eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien zur Eintragung in das Register der Aktionäre wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Unzulässigen Person an solchen Aktien zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Unzulässige Person auf den Generalversammlungen verweigern;

und

D. einen Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Unzulässige Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist. Sofern der Aktionär dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Aktionär alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückzunehmen oder diese Rücknahme veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung («Kaufmitteilung») an den Aktionär bzw. den Eigentümer der zurückzunehmenden Aktien, entsprechend der Eintragung im Register der Aktionäre; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzunehmenden Aktien, das Verfahren, nach welchem der Rücknahmepreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Aktionär per Einschreiben an dessen letzbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Aktionär ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das Aktienzertifikat bzw. die Aktienzertifikate, sofern solche ausgestellt wurden, welche die Aktien entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Aktionärs an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Aktien. Im Falle von Namensaktien wird der Name des Aktionärs aus dem Register der Aktionäre gestrichen.

(2) Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert pro Aktie. Im Falle einer Zwangsrücknahme verringert sich der Rücknahmepreis durch die durch die Zwangsrücknahme entstehenden Unkosten.

(3) Der so errechnete Rücknahmepreis wird dem früheren Aktionär der Anteile in Euro zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Rücknahmepreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Aktienzertifikate(s), sofern solche ausgestellt wurden, entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Aktionär kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Aktien oder einem Teil derselben zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Aktien, mit Ausnahme des Rechts, den Rücknahmepreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Aktienzertifikate(s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Aktiinhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen,

sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Aktien unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Aktien nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, von dem bisherigen Aktionär für die durch die Zwangsrücknahme entstandenen Schäden am Gesellschaftsvermögen Ersatz zu fordern.

Art. 9. Rücknahme. Wie nachstehend näher erläutert kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurücknehmen.

Unter Vorbehalt der im Emissionsdokument veröffentlichten Einschränkungen, kann jeder Aktionär die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Der Rücknahmepreis ist innerhalb einer im Emissionsdokument definierten Frist zu zahlen und entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 11 der vorliegenden Satzung festgelegten Inventarwert der Aktien, abzüglich des vom Verwaltungsrat bestimmten Rücknahmeabschlags.

Alle derartige Rücknahmeanträge müssen vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Agenten für die Rücknahme ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig müssen das oder die Aktienzertifikate (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Jedweder Rücknahmeantrag ist unwiderrufbar, außer im Falle einer Aufhebung der Rücknahme gemäß Artikel 10 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt die Rücknahme wie vorerwähnt, am ersten Bewertungstag nach Ende der Aufhebung. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen unter gebührender Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung von Aktionären beschließen, einen Widerruf eines Rücknahmeantrags anzunehmen.

Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Im Falle wo eine Rücknahme oder ein Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands eines einzelnen Aktionärs auf weniger als einen vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag reduziert, wird angenommen, dass der betreffende Aktionär die Rücknahme seiner sämtlichen Aktien beantragt hat.

Der Verwaltungsrat unternimmt entsprechende Anstrengungen, um eine angemessene Liquidität sicherzustellen, so dass Rücknahmen der Aktien unter normalen Umständen unverzüglich auf Antrag der Aktionäre vorgenommen werden können. Der Verwaltungsrat ist jedoch in Ausnahmefällen, wenn keine ausreichende Liquidität vorhanden ist, berechtigt, Rücknahmen aufzuschieben und Rücknahmeanträge erst dann, wenn der Verkauf entsprechender Vermögenswerte der Gesellschaft im wohl verstandenen Interesse der Aktionäre erfolgte, auszuführen. Der Verwaltungsrat kann die Aufschiebung von Rücknahmen nach seinem Ermessen beschließen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, einzelne Anträge auf Rücknahme abzulehnen, wenn er davon Kenntnis erhält oder Grund zu der Annahme hat, dass sogenannte Market Timing Geschäftspraktiken vorliegen.

Art. 10. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes und der Ausgabe von Aktien. Zum Zwecke der Festlegung des Ausgabe- und Rücknahmepreises pro Aktie bestimmt die Gesellschaft periodisch, je nach Bestimmung des Verwaltungsrats den Inventarwert der Aktien (wobei der Tag, an welchem der Inventarwert bestimmt wird, in der vorliegenden Satzung «Bewertungstag» genannt wird).

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Inventarwerts der Aktien, die Ausgabe und die Rücknahme der Aktien aussetzen:

a) für jedwede Periode während welcher eine der wichtigsten Wertpapierbörsen oder geregelten Märkte, an denen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft notiert werden, aus einem anderen Grund als dem eines üblichen Feiertages geschlossen ist, oder in Zeiten in denen der dortige Handel eingeschränkt oder vorübergehend eingestellt sind; oder

b) im Falle einer Situation, die ein unvorhergesehenes Ereignis darstellt, infolge der sich die Veräußerung oder die Bewertung der Vermögenswerte als nicht durchführbar erweist; oder

c) bei einem Ausfall der Kommunikations- oder Berechnungsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Preises oder des Wertes des Nettovermögens oder der Preise oder Werte an einem Markt oder einer Börse verwendet werden; oder

d) während einer Periode, in welcher die Gesellschaft nicht zur Repatriierung von Mitteln in der Lage ist und damit Zahlungen für die Rücknahme der Aktien nicht bewerkstelligen kann; oder

e) wenn aus anderen Gründen der Wert einer der Gesellschaft gehörenden erheblichen Anlage nicht unverzüglich oder nicht präzise bestimmt oder berechnet werden kann; oder

f) wenn die Gesellschaft Kenntnis davon hat, dass die Bewertung einiger ihrer Anlagen, die sie zuvor zur Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erhalten hatte, in einem wesentlichen Punkt falsch war und dies nach Auffassung des Verwaltungsrates der Gesellschaft eine Neuberechnung dieses Nettoinventarwertes rechtfertigt (jedoch unter der Be-

dingung, dass der Verwaltungsrat der Gesellschaft unter keinen Umständen zur Änderung oder Neuberechnung eines zuvor berechneten Nettoinventarwertes, aufgrund dessen Zeichnungen oder Rücknahmen vorgenommen worden sein können, verpflichtet ist).

Sofern es angebracht ist, wird diese vorübergehende Einstellung von der Gesellschaft bekannt gegeben und den Aktionären, welche die Rücknahme ihrer Aktien durch die Gesellschaft beantragen, beim Einreichen des schriftlichen Antrags für eine derartige Rücknahme wie in Artikel 9 der vorliegenden Satzung angegeben, mitgeteilt.

Während der Aussetzung der Rücknahme dürfen keine Aktien ausgegeben werden.

Art. 11. Nettoinventarwert. Der Inventarwert der Aktien der Gesellschaft wird in Euro ausgedrückt und für jeden Bewertungstag festgelegt, indem der Nettoinventarwert, welcher dem Wert des Vermögens der Gesellschaft, abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft entspricht und durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien dividiert wird.

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen folgendes:

- a) alle Barbestände, -forderungen oder -einzahlungen einschließlich aufgelaufener Zinsen;
- b) alle Wechsel und Schuldscheine, die auf Verlangen zahlbar sind, und alle Beträge, die der Gesellschaft geschuldet werden (einschließlich Erträge von Wertpapieren, die zwar verkauft, aber noch nicht vereinnahmt sind);
- c) alle Wertpapiere, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Optionen oder Bezugsrechte sowie alle sonstigen im Besitz der Gesellschaft befindlichen Anlagen und Wertpapiere;
- d) alle Dividenden und Ausschüttungen, die an die Gesellschaft in bar oder in Sacheinlagen zahlbar sind, in dem Umfang wie dies der Gesellschaft bekannt ist,
- e) alle aufgelaufenen Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche die Gesellschaft besitzt, außer in dem Maße wie diese Zinsen im entsprechenden Kapitalbetrag enthalten sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft einschließlich der Kosten der Ausgabe und des Vertriebs von Aktien der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben worden sind sowie
- g) alle anderen zulässigen Vermögenswerte gleich welcher Art einschließlich transitorischer Aktiva.

II. Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt festgelegt:

- a) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.
 - b) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht niedriger als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Gesellschaft für den angemessenen Marktkurs hält;
 - c) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an mehreren Märkten notiert oder gehandelt werden, werden auf Basis des letzten verfügbaren Kurses des Hauptmarktes für die betreffenden übertragbaren Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente bewertet, es sei denn, diese Kurse wären nicht repräsentativ.
 - d) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter den Buchstaben a), b) und c) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ebenso wie andere Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachvollziehbaren Bewertungsregeln festlegt.
 - e) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.
 - f) Festgelder können zu ihrem Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Gesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem diese Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.
 - g) Nicht an Terminbörsen, aber an einem geregelten Markt gehandelte Finanzinstrumente werden zu ihrem Liquidationswert bewertet, wie er von dem Verwaltungsrat der Gesellschaft nach allgemein anerkannten Grundsätzen unter Berücksichtigung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung, marktüblicher Gepflogenheiten und der Interessen der Aktionäre festgelegt wird, vorausgesetzt, dass die vorerwähnten Grundsätze allgemein anerkannten, durch die unabhängigen Wirtschaftsprüfer nachvollziehbaren Bewertungsregeln entsprechen.
 - h) Swaps werden zum Marktwert bewertet.
 - i) Anteile oder Aktien von OGA(W)s werden zum letzten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet.
 - j) Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß der oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Gesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, von Wirtschaftsprüfern nachvollziehbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung zu erreichen.
- III. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:
- a) sämtliche Darlehen, Wechsel und Verbindlichkeiten;
 - b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen, einschließlich Verwaltungskosten, Management- und Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Depotbankgebühren, etc.;

c) alle bekannten fälligen oder fällig werdenden Verbindlichkeiten, einschließlich aller fällig gewordenen vertraglichen Verpflichtungen zur Zahlung in Form von Geld oder Vermögenswerten, einschließlich des Betrages aller von der Gesellschaft festgesetzten nicht ausgeschütteten Dividenden, sofern der Bewertungstag mit dem Stichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Personen übereinstimmt oder diesem folgt;

d) eine vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungstag aufgelaufene Steuern auf das Kapital und die Erträge sowie sonstige gegebenenfalls vom Verwaltungsrat genehmigte Rückstellungen, ferner etwaige vom Verwaltungsrat als angemessenen erachtete Rückstellungen für Eventualverpflichtungen;

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischen Recht ausgewiesen werden.

VI. Zum Zwecke des vorliegenden Artikels:

a) gelten die gemäß Artikel 9 der vorliegenden Satzung zurückzunehmenden Aktien bis unmittelbar nach Geschäftsabschluss an dem im vorliegenden Artikel bezeichneten Bewertungstag als bestehend und werden als solche berücksichtigt und ab diesem Tag und bis zur Zahlung gilt der Preis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) gelten die infolge von eingegangenen Zeichnungsanträgen auszugebenden Aktien der Gesellschaft, unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungstag an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen werden;

c) werden sämtliche Anlagen, flüssige Mittel und sonstigen Vermögenswerte der Gesellschaft, welche nicht in der Währung der Gesellschaft ausgedrückt sind, unter Berücksichtigung der am Bewertungstag des Nettoinventarwertes der Aktien geltenden Wechselkurse bewertet; und

d) werden an einem Bewertungstag die von der Gesellschaft an diesem Bewertungstag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren soweit wie möglich berücksichtigt.

Art. 12. Ausgabe von Aktien. Wenn immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Inventarwert, zuzüglich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) («Handelskosten»), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen, welches in Betracht gezogen werden müsste für eine Schätzung, gekauft werden müsste zu den in der Schätzung angenommenen Preisen, und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in dem Emissionsdokument festgelegten Verkaufsgebühren. Die Vergütung jeder mit dem Verkauf dieser Aktien beauftragten Agenten wird aus dieser Gebühr bezahlt. Der auf diese Weise festgelegte Preis ist binnen einer Zeitspanne, die im Emissionsdokument dargelegt ist und vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden kann, zahlbar.

Art. 13. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der jährlichen Generalversammlung für eine Amtsdauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalls oder Rücktritts oder aus anderen Gründen frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen. Die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Art. 15. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft, einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln, und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben, einen Fondsmanagementvertrag («Fondsmanager») bzw. einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) («Anla-

geberater») abschließen, welche die Anlagepolitik gemäß Artikel 19 der Satzung umsetzen bzw. im Hinblick auf die Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en).

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 16. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder, durch Telefax, e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel, verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telefax, e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung, oder im Falle seiner Abwesenheit seinem Stellvertreter, das entscheidende Stimmrecht zu. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden und seines Stellvertreters, entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsmitglieds dem der Vorsitzende die Vollmacht zu seiner Vertretung erteilt hat.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telefax, e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 17. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 18. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, deren Erben, Testamentsvollstrecker und Vermögensverwalter für alle Ausgaben entschädigen, welche diese im Zusammenhang mit jedweden Verfahren, Prozessen und Gerichtsverfahren hatten, in welchen sie in ihrer Eigenschaft als jetzige oder ehemalige Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft, oder, auf deren Antrag, jedweder anderen Gesellschaft in welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und von welcher sie keine Entschädigung beanspruchen können, beteiligt waren, es sei denn für solche Angelegenheiten, für welche sie in solchen Verfahren, Prozessen oder Gerichtsverfahren schließlich für grobe Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten für haftbar erklärt werden.

Art. 19. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Emissionsdokument und der vorliegenden Satzung beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

Art. 20. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts am Gesellschaftssitz oder an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Montag des Monats April eines jeden Jahres um elf (11.00) Uhr abgehalten.

Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Bruchteilsaktien sind nicht mit Stimmrechten verbunden. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 21. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor («Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 22. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007.

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. November jeden Jahres und endet am 31. Oktober des darauf folgenden Jahres.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 24. Ausschüttungen. Die Generalversammlung wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt.

Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Jegliche Ausschüttung welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der Gesellschaft. Auf Ausschüttungen welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt an deren im Aktienregister hinterlegte Bankverbindung.

Art. 25. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 26 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestbetrages gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, muss der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung der SICAV unterbreiten, wobei die Generalversammlung ihren Beschluss ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien fasst.

Wenn das Gesellschaftskapital der SICAV unter ein Viertel des Mindestbetrages fällt, muss der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung der SICAV unterbreiten, wobei die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließt; die Auflösung der SICAV kann durch die Aktionäre beschlossen werden, die ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Unterschreitung der vorgehend beschriebenen Betragsgrenzen von zwei Dritteln bzw. einem Viertel des Mindestkapitals stattfindet.

Die Beträge, die von den Aktieninhabern zum Zeitpunkt des Abschlusses der Liquidation nicht geltend gemacht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo sie den Aktieninhabern während des vom Gesetz vorhergesehenen Zeitraums zur Verfügung stehen. Am Ende dieses Zeitraums fallen nicht geltend gemachte Beträge an den luxemburgischen Staat zurück.

Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Art. 26. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann nur durch eine außerordentliche Generalversammlung welche den entsprechenden Mehrheitsanforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 wie abgeändert über die Handelsgesellschaften Rechnung trägt, geändert werden.

Art. 27. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

«Entgegengesetztes Interesse» entsprechend den vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 28. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 wie abgeändert über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 13. Februar 2007 betreffend spezialisierte Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze, geregelt.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Oktober 2008 (zweitausendacht).

2) Die erste jährliche Generalversammlung wird am 14. April 2009 (zweitausendundneun) stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

SEB ASSET MANAGEMENT S.A., vorgenannt, zeichnet 350 Aktien ohne Nennwert zum Gegenwert von fünfunddreißigtausend (35.000,-) Euro.

Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß durch Banknachweis nachgewiesen.

103224

Kosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf achttausendfünfhundert (8.500,-) Euro veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 wie abgeändert über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann hat die oben angeführte Gründungsgesellschafterin, vertreten wie hiervor erwähnt, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, unverzüglich eine Generalversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt.

Die Zahl der Wirtschaftsprüfer auf einen (1).

II) Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

a) Herr Lars Friberg, Managing Director of SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg,

b) Herr Sven Per Olov Oerling, Deputy Managing Director of SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg,

c) Herr Rudolf Kömen, Managing Director of SEB ASSET MANAGEMENT S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2011 (zweitausendelf) stattfinden wird.

III) Der Sitz der Gesellschaft wird auf 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg festgesetzt.

IV) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65477.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2009 (zweitausendneun) stattfinden wird.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg-Stadt, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat derselbige gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. Kömen, J. Gloden.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 septembre 2007. Relation GRE/2007/3953. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur ff. (signé): C. Hirtt.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf stempelfreiem Papier auf Begehrt erteilt, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 13. September 2007.

J. Gloden.

Référence de publication: 2007109147/213/538.

(070126185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2007.

Commercial Investment Retail Park Meraville S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 101.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

Pour COMMERCIAL INVESTMENT RETAIL PARK MERAVILLE SARL

EXPERTA LUXEMBOURG

L. Heck / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007103066/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH06982. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

SEB Spezialfonds 5 - SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 131.694.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, den elften September.

Vor dem unterzeichnenden Notar Joseph Gloden, mit dem Amtssitz in Grevenmacher (Luxemburg).

Ist erschienen:

SEB ASSET MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft mit Gesellschaftssitz in 6a, Circuit de la Foire Internationale; L-1347 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 28.468,

hier vertreten durch

1) Herrn Rudolf Kömen, Managing Director der SEB ASSET MANAGEMENT S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, und

2) Herrn Renzo Sechi, General Manager der SEB ASSET MANAGEMENT S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire internationale, L-1347 Luxembourg.

Herr Renzo Sechi hier vertreten durch Herrn Rudolf Kömen, vorgenannt, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt in Frankfurt/Main, am 6. September 2007.

Die erteilte Vollmacht, welche ne varietur durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei sowie den unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um gleichzeitig mit ihr einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Aktiengesellschaft (société anonyme), welche als Gesellschaft mit variablem Kapital in der Form eines spezialisierten Investmentfonds organisiert («société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé») wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen der Zeichnerin und allen zukünftigen Aktionären, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital strukturiert als spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable- fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen SEB SPEZIALFONDS 5 - SICAV-FIS (die «Gesellschaft»).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrates kann der Gesellschaftssitz innerhalb Luxemburg-Stadt verlegt werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche, militärische oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche nach Meinung des Verwaltungsrats die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Beendigung dieser außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorläufige Maßnahme hat jedoch keinerlei Einfluß auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin luxemburgisch bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbeschränkte Dauer gegründet. Sie kann zu jeder Zeit durch einen, wie in Sachen Abänderung dieser Satzung getroffenen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Ausschließlicher Gegenstand der Gesellschaft ist die Erzielung eines größtmöglichen Ertrages durch gleichzeitige Wahrung eines ausgewogenen Risikogrades. Die Gesellschaft verfolgt dabei langfristige Anlageziele. Die Grundsätze der Anlagepolitik sind in Artikel 19 der vorliegenden Satzung festgelegt.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstands für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (im folgenden «Gesetz von 2007» genannt).

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem in Artikel 11 der Satzung definierten Nettoinventarwert der Gesellschaft entsprechen. Das Gründungskapital beträgt fünfunddreissigtausend (35.000,-) Euro und ist in 350 Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestkapital der Gesellschaft von einer Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,-) Euro muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht erreicht werden. Der Verwaltungsrat hat jederzeit das unbeschränkte Recht, gemäß Artikel 12 der vorliegenden Satzung zusätzliche voll eingezahlte Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszugebenden Aktien einzuräumen. Ferner kann der Verwaltungsrat die vorhandenen Aktien in eine größere Anzahl von Aktien unterteilen unter dem Vorbehalt, dass der Gesamtinventarwert der neuen Aktien nicht höher sein darf als der Inventarwert der unterteilten Aktien.

Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäß bevollmächtigte Person damit beauftragen, Zeichnungen für solche neuen Aktien entgegenzunehmen, diese Aktien auszustellen und die entsprechende Zahlung in Empfang zu nehmen.

Der Erlös der Ausgabe einer jeden Aktie, wird gemäß Artikel 4 der vorliegenden Satzung in Vermögenswerte angelegt, welche solchen geographischen Zonen, Industriesektoren, Währungszonen oder solchen spezifischen Arten von Vermögenswerten entsprechen, wie sie jeweils vom Verwaltungsrat für jede Aktie bestimmt werden.

Art. 6. Namensaktien. Aktien werden in der Form von Namensaktien ausgegeben. Der Verwaltungsrat hat das Recht zu entscheiden, ob Zertifikate für Namensaktien ausgegeben werden oder nicht. Falls der Verwaltungsrat entschieden hat Zertifikate für Namensaktien auszugeben und ein Aktionär nicht ausdrücklich Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm anstelle dieser Zertifikate eine Bestätigung seines Aktieneigentums ausgehändigt. Wünscht ein Inhaber von Namensaktien die Ausstellung mehrerer Zertifikate für seine Aktien, so können ihm die Kosten für solche zusätzlichen Zertifikate auferlegt werden. Die Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Diese Unterschriften können handschriftlich, in gedruckter Form oder durch Stempel angebracht werden. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine zu diesem Zwecke vom Verwaltungsrat bevollmächtigte Person erfolgen. In diesem Falle muss die Unterschrift handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in der jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Form ausstellen.

Aktien können lediglich unter Voraussetzung der Zeichnungsannahme und dem Erhalt des Kaufpreises, gemäß Artikel 12 der vorliegenden Satzung, ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises erhält der Zeichner, binnen kurzer Zeit, die Aktienzertifikate oder eine Bestätigung bezüglich der von ihm erworbenen Aktien.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien, werden in das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren damit beauftragten Person(en) geführte Aktienregister eingetragen, welches den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder sein Wahlmizil, soweit der Gesellschaft bekannt gegeben, die Anzahl der in seinem Besitz befindlichen Aktien und den für die einzelnen Aktien gezahlten Preis angibt. Jede Übertragung einer Aktie wird in das Aktienregister eingetragen und jede solche Übertragung wird von einem oder mehreren Angestellten, oder von einer oder mehreren Personen, die diesbezüglich vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurden, unterzeichnet.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt a) im Falle der Ausstellung von Aktienzertifikaten, gegen Aushändigung des oder der entsprechenden Aktienzertifikate(s) an die Gesellschaft mit dem ordnungsgemäß auf der Rückseite ausgefüllten Übertragungsformular und allen sonstigen von der Gesellschaft geforderten Übertragungsurkunden, b) falls keine Aktienzertifikate ausgestellt wurden, mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister eingetragen wird und vom Zedenten und vom Zessionar oder von ordnungsgemäß dazu bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet wird.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen sollen. Diese Adresse wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen.

Sollte ein Aktionär es versäumen, eine Adresse anzugeben, so kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Notiz ins Aktienregister eintragen lassen, und als Adresse des betreffenden Aktionärs gilt alsdann die des Gesellschaftssitzes, oder jedwede andere jeweils von der Gesellschaft eingetragene Adresse, dies bis zur Angabe einer anderen Adresse durch diesen Aktionär. Der Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse jederzeit, durch eine Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an jede andere von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse, ändern lassen.

Falls die Zahlung des Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese ins Aktienregister eingetragen. Dieser Bruchteil gewährt kein Stimmrecht, gibt jedoch zu den von der Gesellschaft diesbezüglich festgelegten Bedingungen Anrecht auf anteilmäßige Dividenden.

Die Zahlung von Dividenden an Inhaber von Namensaktien erfolgt an ihre im Aktienregister angegebene Adresse.

Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Falls ein Aktionär der Gesellschaft zur Genüge beweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat des besagten Aktienzertifikats unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und Garantien einschließlich einer Sicherheit einer Versicherungsgesellschaft ausgestellt werden. Nach der Ausstellung dieses neuen als Duplikat gekennzeichneten Aktienzertifikats wird das ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft durch neue ersetzt werden. Die beschädigten Zertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und umgehend annulliert.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten, auferlegen.

Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken:

1) sofern es sich bei dieser Person oder Gesellschaft nicht um einen sachkundigen Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 handelt,

2) sofern dieses Eigentum an Aktien nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder

3) sofern die Gesellschaft als Folge dieses Aktieneigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile erleiden müsste

(wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als «Unzulässige Personen» definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Aktien und die Eintragung der Übertragung von Aktien verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Unzulässigen Person an diesen Aktien zur Folge hätte;

und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Aktionäre eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien zur Eintragung in das Register der Aktionäre wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Unzulässigen Person an solchen Aktien zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Unzulässige Person auf den Generalversammlungen verweigern;

und

D. einen Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Unzulässige Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist. Sofern der Aktionär dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Aktionär alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückzunehmen oder diese Rücknahme veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung («Kaufmitteilung») an den Aktionär bzw. den Eigentümer der zurückzunehmenden Aktien, entsprechend der Eintragung im Register der Aktionäre; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzunehmenden Aktien, das Verfahren, nach welchem der Rücknahmepreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Aktionär per Einschreiben an dessen letzbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Aktionär ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das Aktienzertifikat bzw. die Aktienzertifikate, sofern solche ausgestellt wurden, welche die Aktien entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Aktionärs an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Aktien. Im Falle von Namensaktien wird der Name des Aktionärs aus dem Register der Aktionäre gestrichen.

(2) Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert pro Aktie. Im Falle einer Zwangsrücknahme verringert sich der Rücknahmepreis durch die durch die Zwangsrücknahme entstehenden Unkosten.

(3) Der so errechnete Rücknahmepreis wird dem früheren Aktionär der Anteile in Euro zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Rücknahmepreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Aktienzertifikate(s), sofern solche ausgestellt wurden, entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Aktionär kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Aktien oder einem Teil derselben zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Aktien, mit Ausnahme des Rechts, den Rücknahmepreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Aktienzertifikate(s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Aktieninhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen, sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Aktien unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Aktien nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, von dem bisherigen Aktionär für die durch die Zwangsrücknahme entstandenen Schäden am Gesellschaftsvermögen Ersatz zu fordern.

Art. 9. Rücknahme. Wie nachstehend näher erläutert kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurücknehmen.

Unter Vorbehalt der im Emissionsdokument veröffentlichten Einschränkungen, kann jeder Aktionär die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Der Rücknahmepreis ist innerhalb einer im Emissionsdokument definierten Frist zu zahlen und entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 11 der vorliegenden Satzung festgelegten Inventarwert der Aktien, abzüglich des vom Verwaltungsrat bestimmten Rücknahmeabschlags.

Alle derartige Rücknahmeanträge müssen vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Agenten für die Rücknahme ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig müssen das oder die Aktienzertifikate (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Jedweder Rücknahmeantrag ist unwiderrufbar, außer im Falle einer Aufhebung der Rücknahme gemäß Artikel 10 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt die Rücknahme wie vorerwähnt, am ersten Bewertungstag nach Ende der Aufhebung. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen unter gebührender Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung von Aktionären beschließen, einen Widerruf eines Rücknahmeantrags anzunehmen.

Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Im Falle wo eine Rücknahme oder ein Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands eines einzelnen Aktionärs auf weniger als einen vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag reduziert, wird angenommen, dass der betreffende Aktionär die Rücknahme seiner sämtlichen Aktien beantragt hat.

Der Verwaltungsrat unternimmt entsprechende Anstrengungen, um eine angemessene Liquidität sicherzustellen, so dass Rücknahmen der Aktien unter normalen Umständen unverzüglich auf Antrag der Aktionäre vorgenommen werden können. Der Verwaltungsrat ist jedoch in Ausnahmefällen, wenn keine ausreichende Liquidität vorhanden ist, berechtigt, Rücknahmen aufzuschieben und Rücknahmeanträge erst dann, wenn der Verkauf entsprechender Vermögenswerte der Gesellschaft im wohl verstandenen Interesse der Aktionäre erfolgte, auszuführen. Der Verwaltungsrat kann die Aufschubung von Rücknahmen nach seinem Ermessen beschließen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, einzelne Anträge auf Rücknahme abzulehnen, wenn er davon Kenntnis erhält oder Grund zu der Annahme hat, dass sogenannte Market Timing Geschäftspraktiken vorliegen.

Art. 10. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes und der Ausgabe von Aktien. Zum Zwecke der Festlegung des Ausgabe- und Rücknahmepreises pro Aktie bestimmt die Gesellschaft periodisch, je nach Bestimmung des Verwaltungsrats den Inventarwert der Aktien (wobei der Tag, an welchem der Inventarwert bestimmt wird, in der vorliegenden Satzung «Bewertungstag» genannt wird).

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Inventarwertes der Aktien, die Ausgabe und die Rücknahme der Aktien aussetzen:

a) für jedwede Periode während welcher eine der wichtigsten Wertpapierbörsen oder geregelten Märkte, an denen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft notiert werden, aus einem anderen Grund als dem eines üblichen Feiertages geschlossen ist, oder in Zeiten in denen der dortige Handel eingeschränkt oder vorübergehend eingestellt sind; oder

b) im Falle einer Situation, die ein unvorhergesehenes Ereignis darstellt, infolge der sich die Veräußerung oder die Bewertung der Vermögenswerte als nicht durchführbar erweist; oder

c) bei einem Ausfall der Kommunikations- oder Berechnungsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Preises oder des Wertes des Nettovermögens oder der Preise oder Werte an einem Markt oder einer Börse verwendet werden; oder

d) während einer Periode, in welcher die Gesellschaft nicht zur Repatriierung von Mitteln in der Lage ist und damit Zahlungen für die Rücknahme der Aktien nicht bewerkstelligen kann; oder

e) wenn aus anderen Gründen der Wert einer der Gesellschaft gehörenden erheblichen Anlage nicht unverzüglich oder nicht präzise bestimmt oder berechnet werden kann; oder

f) wenn die Gesellschaft Kenntnis davon hat, dass die Bewertung einiger ihrer Anlagen, die sie zuvor zur Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erhalten hatte, in einem wesentlichen Punkt falsch war und dies nach Auffassung des Verwaltungsrates der Gesellschaft eine Neuberechnung dieses Nettoinventarwertes rechtfertigt (jedoch unter der Bedingung, dass der Verwaltungsrat der Gesellschaft unter keinen Umständen zur Änderung oder Neuberechnung eines zuvor berechneten Nettoinventarwertes, aufgrund dessen Zeichnungen oder Rücknahmen vorgenommen worden sein können, verpflichtet ist).

Sofern es angebracht ist, wird diese vorübergehende Einstellung von der Gesellschaft bekannt gegeben und den Aktionären, welche die Rücknahme ihrer Aktien durch die Gesellschaft beantragen, beim Einreichen des schriftlichen Antrags für eine derartige Rücknahme wie in Artikel 9 der vorliegenden Satzung angegeben, mitgeteilt.

Während der Aussetzung der Rücknahme dürfen keine Aktien ausgegeben werden.

Art. 11. Nettoinventarwert. Der Inventarwert der Aktien der Gesellschaft wird in Euro ausgedrückt und für jeden Bewertungstag festgelegt, indem der Nettoinventarwert, welcher dem Wert des Vermögens der Gesellschaft, abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft entspricht und durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien dividiert wird.

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen folgendes:

- a) alle Barbestände, -forderungen oder -einzahlungen einschließlich aufgelaufener Zinsen;
- b) alle Wechsel und Schuldscheine, die auf Verlangen zahlbar sind, und alle Beträge, die der Gesellschaft geschuldet werden (einschließlich Erträge von Wertpapieren, die zwar verkauft, aber noch nicht vereinnahmt sind);
- c) alle Wertpapiere, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Optionen oder Bezugsrechte sowie alle sonstigen im Besitz der Gesellschaft befindlichen Anlagen und Wertpapiere;
- d) alle Dividenden und Ausschüttungen, die an die Gesellschaft in bar oder in Sacheinlagen zahlbar sind, in dem Umfang wie dies der Gesellschaft bekannt ist,
- e) alle aufgelaufenen Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche die Gesellschaft besitzt, außer in dem Maße wie diese Zinsen im entsprechenden Kapitalbetrag enthalten sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft einschließlich der Kosten der Ausgabe und des Vertriebs von Aktien der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben worden sind sowie
- g) alle anderen zulässigen Vermögenswerte gleich welcher Art einschließlich transitorischer Aktiva.

II. Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt festgelegt:

- a) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.
- b) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht niedriger als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Gesellschaft für den angemessenen Marktkurs hält;
- c) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an mehreren Märkten notiert oder gehandelt werden, werden auf Basis des letzten verfügbaren Kurses des Hauptmarktes für die betreffenden übertragbaren Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente bewertet, es sei denn, diese Kurse wären nicht repräsentativ.
- d) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter den Buchstaben a), b) und c) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ebenso wie andere Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachvollziehbaren Bewertungsregeln festlegt.
- e) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.
- f) Festgelder können zu ihrem Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Gesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem diese Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.
- g) Nicht an Terminbörsen, aber an einem geregelten Markt gehandelte Finanzinstrumente werden zu ihrem Liquidationswert bewertet, wie er von dem Verwaltungsrat der Gesellschaft nach allgemein anerkannten Grundsätzen unter Berücksichtigung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung, marktüblicher Gepflogenheiten und der Interessen der Aktionäre festgelegt wird, vorausgesetzt, dass die vorerwähnten Grundsätze allgemein anerkannten, durch die unabhängigen Wirtschaftsprüfer nachvollziehbaren Bewertungsregeln entsprechen.
- h) Swaps werden zum Marktwert bewertet.
- i) Anteile oder Aktien von OGA(W)s werden zum letzten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet.
- j) Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß der oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Gesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, von Wirtschaftsprüfern nachvollziehbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung zu erreichen.

III. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Darlehen, Wechsel und Verbindlichkeiten;
- b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen, einschließlich Verwaltungskosten, Management- und Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Depotbankgebühren, etc.;
- c) alle bekannten fälligen oder fällig werdenden Verbindlichkeiten, einschließlich aller fällig gewordenen vertraglichen Verpflichtungen zur Zahlung in Form von Geld oder Vermögenswerten, einschließlich des Betrages aller von der Gesellschaft festgesetzten nicht ausgeschütteten Dividenden, sofern der Bewertungstag mit dem Stichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Personen übereinstimmt oder diesem folgt;
- d) eine vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungstag aufgelaufene Steuern auf das Kapital und die Erträge sowie sonstige gegebenenfalls vom Verwaltungsrat genehmigte Rückstellungen, ferner etwaige vom Verwaltungsrat als angemessenen erachtete Rückstellungen für Eventualverpflichtungen;
- e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischen Recht ausgewiesen werden.

VI. Zum Zwecke des vorliegenden Artikels:

- a) gelten die gemäß Artikel 9 der vorliegenden Satzung zurückzunehmenden Aktien bis unmittelbar nach Geschäftsabschluss an dem im vorliegenden Artikel bezeichneten Bewertungstag als bestehend und werden als solche berücksichtigt und ab diesem Tag und bis zur Zahlung gilt der Preis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) gelten die infolge von eingegangenen Zeichnungsanträgen auszugebenden Aktien der Gesellschaft, unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungstag an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen werden;

c) werden sämtliche Anlagen, flüssige Mittel und sonstigen Vermögenswerte der Gesellschaft, welche nicht in der Währung der Gesellschaft ausgedrückt sind, unter Berücksichtigung der am Bewertungstag des Nettoinventarwertes der Aktien geltenden Wechselkurse bewertet; und

d) werden an einem Bewertungstag die von der Gesellschaft an diesem Bewertungstag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren soweit wie möglich berücksichtigt.

Art. 12. Ausgabe von Aktien. Wenn immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Inventarwert, zuzüglich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) («Handelskosten»), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen, welches in Betracht gezogen werden müsste für eine Schätzung, gekauft werden müsste zu den in der Schätzung angenommenen Preisen, und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in dem Emissionsdokument festgelegten Verkaufsgebühren. Die Vergütung jeder mit dem Verkauf dieser Aktien beauftragten Agenten wird aus dieser Gebühr bezahlt. Der auf diese Weise festgelegte Preis ist binnen einer Zeitspanne, die im Emissionsdokument dargelegt ist und vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden kann, zahlbar.

Art. 13. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der jährlichen Generalversammlung für eine Amtsdauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalls oder Rücktritts oder aus anderen Gründen frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen. Die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Art. 15. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft, einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln, und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben, einen Fondsmanagementvertrag («Fondsmanager») bzw. einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) («Anlageberater») abschließen, welche die Anlagepolitik gemäß Artikel 19 der Satzung umsetzen bzw. im Hinblick auf die Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en).

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 16. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder, durch Telefax,

e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel, verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telefax, e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung, oder im Falle seiner Abwesenheit seinem Stellvertreter, das entscheidende Stimmrecht zu. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden und seines Stellvertreters, entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsmitglieds dem der Vorsitzende die Vollmacht zu seiner Vertretung erteilt hat.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telefax, e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 17. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 18. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, deren Erben, Testamentsvollstrecker und Vermögensverwalter für alle Ausgaben entschädigen, welche diese im Zusammenhang mit jedweden Verfahren, Prozessen und Gerichtsverfahren hatten, in welchen sie in ihrer Eigenschaft als jetzige oder ehemalige Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft, oder, auf deren Antrag, jedweder anderen Gesellschaft in welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und von welcher sie keine Entschädigung beanspruchen können, beteiligt waren, es sei denn für solche Angelegenheiten, für welche sie in solchen Verfahren, Prozessen oder Gerichtsverfahren schließlich für grobe Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten für haftbar erklärt werden.

Art. 19. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Emissionsdokument und der vorliegenden Satzung beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

Art. 20. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts am Gesellschaftssitz oder an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Montag des Monats April eines jeden Jahres um zehn (10.00) Uhr abgehalten.

Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die

Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Bruchteilsaktien sind nicht mit Stimmrechten verbunden. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 21. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor («Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 22. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007.

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. November jeden Jahres und endet am 31. Oktober des darauf folgenden Jahres.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 24. Ausschüttungen. Die Generalversammlung wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt.

Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Jegliche Ausschüttung welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der Gesellschaft. Auf Ausschüttungen welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt an deren im Aktienregister hinterlegte Bankverbindung.

Art. 25. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 26 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestbetrages gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, muss der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung der SICAV unterbreiten, wobei die Generalversammlung ihren Beschluss ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien fasst.

Wenn das Gesellschaftskapital der SICAV unter ein Viertel des Mindestbetrages fällt, muss der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung der SICAV unterbreiten, wobei die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließt; die Auflösung der SICAV kann durch die Aktionäre beschlossen werden, die ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Unterschreitung der vorgehend beschriebenen Betragsgrenzen von zwei Dritteln bzw. einem Viertel des Mindestkapitals stattfindet.

Die Beträge, die von den Aktieninhabern zum Zeitpunkt des Abschlusses der Liquidation nicht geltend gemacht werden, werden bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo sie den Aktieninhabern während des vom Gesetz vorhergesehenen Zeitraums zur Verfügung stehen. Am Ende dieses Zeitraums fallen nicht geltend gemachte Beträge an den luxemburgischen Staat zurück.

Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Art. 26. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann nur durch eine außerordentliche Generalversammlung welche den entsprechenden Mehrheitsanforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 wie abgeändert über die Handelsgesellschaften Rechnung trägt, geändert werden.

Art. 27. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

«Entgegengesetztes Interesse» entsprechend den vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 28. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 wie abgeändert über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 13. Februar 2007 betreffend spezialisierte Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze, geregelt.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Oktober 2008 (zweitausendundacht).

2) Die erste jährliche Generalversammlung wird am 14. April 2009 (zweitausendundneun) stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

SEB ASSET MANAGEMENT S.A., vorgenannt, zeichnet 350 Aktien ohne Nennwert zum Gegenwert von fünfunddreißigtausend (35.000,-) Euro.

Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß durch Banknachweis nachgewiesen.

Kosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf achttausendfünfhundert (8.500,-) Euro veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 wie abgeändert über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann hat die oben angeführte Gründungsgesellschafterin, vertreten wie hiervor erwähnt, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, unverzüglich eine Generalversammlung, zu der sie sich als rechters einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt.

Die Zahl der Wirtschaftsprüfer auf einen (1).

II) Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

a) Herr Lars Friberg, Managing Director of SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg,

b) Herr Sven Per Olov Oerling, Deputy Managing Director of SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg,

c) Herr Rudolf Kömen, Managing Director of SEB ASSET MANAGEMENT S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2011 (zweitausendelf) stattfinden wird.

III) Der Sitz der Gesellschaft wird auf 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg festgesetzt.

IV) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Pricewaterhouse Coopers S.à.r.l., mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.477.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2009 (zweitausendneun) stattfinden wird.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg-Stadt, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat derselbige gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. Kömen, J. Gloden.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 septembre 2007. Relation GRE/2007/3952. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur ff. (signé): C. Hirtt.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf stempelfreiem Papier auf Begehrt erteilt, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 14. September 2007.

J. Gloden.

Référence de publication: 2007109149/213/538.

(070128732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2007.

Simon's Plaza Potaschbiere S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 2, op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 58.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

Référence de publication: 2007102957/832/13.

Enregistré à Diekirch, le 22 août 2007, réf. DSO-CH00170. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070117175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Wichford Dandelion Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 128.298.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 29 juin 2007 que la société WICHFORD EUROPE LTD a cédé les 500 parts sociales (cinq cent parts sociales) qu'elle détenait dans la société WICHFORD DANDELION HOLDING S.à r.l. à la société WICHFORD PLC.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007103208/1211/17.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03162. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Allgemeine Gesellschaft für Verbriefungen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 110.746.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social en date du 20 août 2007

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler le mandat du Réviseur d'entreprise:

PricewaterhouseCoopers, établie et ayant son siège social au 400, route d'Esch L-1014 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477.

jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de la société au 31 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2007.

MERCURIA SERVICES

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007103200/1005/19.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09109. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

WAI S.C.A., SICAV - FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 131.834.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendsieben, am achtzehnten September.

Vor dem unterzeichneten Notar M^e Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1 WAI S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in 2, place F. J. Dargent, L-1413 Luxemburg, gegründet am 15. November 2006, und

2 WARBURG ALTERNATIVE INVESTMENTS AG, mit Gesellschaftssitz in Börsenstrasse 26, CH-8001 Zürich, Schweiz, gegründet am 14. November 2005

die alle von Herrn Manfred Müller, avocat à la cour, ansässig in Luxemburg, kraft der privatschriftlich erteilten Vollmachten vertreten werden, die als ne varietur von den Erschienenen und dem Notar paraphiert, der vorliegenden Urkunde beigelegt und gleichzeitig bei den Einregistrierungsbehörden eingereicht werden.

Die Erschienenen haben den Notar mit der Ausarbeitung der folgenden Satzung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) beauftragt, die als Fonds d'Investissement Spécialisé (FIS) mit variablem Kapital (SICAV) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds einzustufen ist und die sie erklärtermaßen untereinander gründen wollen:

Glossar verschiedener Definitionen

«Aktien» Die Komplementäraktie und die Kommanditaktien

«Aktionäre» Die Komplementärin und die Kommanditaktionäre

«Beteiligungsgesellschaften» Jede in- oder ausländische Zielgesellschaft, in die die Gesellschaft zukünftig mittelbar oder unmittelbar investieren wird

«Bewertungsereignis» Von Beteiligungsgesellschaften erstellte und von der Gesellschaft erhaltene Bewertungen in Jahres- und Quartalsberichten sowie z.B. zeitlich nachfolgende Kapitalabrufe, Kapitalrückflüsse und Ausschüttungen

«CSSF» Die Luxemburger Aufsichtsbehörde des Finanzsektors, die Commission de Surveillance du Secteur Financier

«Depotbank» Die M.M.WARBURG & CO LUXEMBOURG S.A., mit Sitz in 2, place F. J. Dargent, L-1413 Luxemburg

«Deutsches Versicherungsunternehmen» Ist ein Versicherungsunternehmen, eine Pensionskasse, ein Versorgungswerk sowie jeder andere Rechtsträger, der eine Vermögensanlage nach den Grundsätzen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes vornimmt

«Gesellschaft» Die WAI S.C.A., SICAV - FIS

«Gesetz von 1915» Das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 bezüglich der Handelsgesellschaften, wie abgeändert (loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)

«Gesetz von 2007» Das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds

«Informationsmemorandum» Die aktuelle Fassung des Informationsmemorandums der Gesellschaft, erstellt in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Gesetzes von 2007 betreffend den Verkaufsprospekt (document d'émission)

«Kapitalabruf» Der in Artikel 9 beschriebene Ablauf

«Kommanditaktionär» Ein Aktionär, der eine oder mehrere Kommanditaktien hält und dessen Haftung auf die Kapitaleinlage in die Gesellschaft beschränkt ist

«Komplementärin» Die WAI S.à r.l die eine (1) Komplementäraktie hält und die gemeinsam und solidarisch mit der Gesellschaft für jede Verpflichtung haftet, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft beglichen werden kann

«Luxemburger Geschäftstag» Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg geöffnet haben

«Mémorial» Das Luxemburger Amtsblatt, der Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

«Nachfolgeliste» Die von der Komplementärin nach der Gründung erstellte und von Zeit zu Zeit abgeänderte Liste, die die Namen von mindestens 5 Gesellschaften enthält, die als Nachfolge-Komplementärin zulässig sind

«RCSL» Das Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg)

«Teilfonds» Von Zeit zu Zeit aufzulegende Teilfonds, denen zu erwerbende Anteile an Beteiligungsgesellschaften zugeordnet werden und die in den sie betreffenden jeweiligen Anlagen zum Informationsmemorandum der Gesellschaft weiter beschrieben werden

«Zwangsliquidation» Eine Zwangsliquidation der Gesellschaft oder eines Teilfonds

«Art. 1. Name. Es besteht zwischen den Zeichnern sowie allen zukünftigen Inhabern der gemäß dieser Satzung ausgestellten Aktien eine Kommanditgesellschaft auf Aktien, welche die Bezeichnung WAI S.C.A., SICAV - FIS (die «Gesellschaft») führt und die Voraussetzungen eines spezialisierten Investmentfonds («Fonds d'Investissement Spécialisé», FIS) mit variablem Kapital (SICAV) gemäß dem Gesetz von 2007 erfüllt.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer errichtet. Sie kann jederzeit im Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 26 aufgelöst werden.

Abweichend davon können einzelne Teilfonds für eine in den entsprechenden Anlagen zum Informationsmemorandum der Gesellschaft näher bestimmte Dauer errichtet werden.

Art. 3. Zweck. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage ihrer verfügbaren Mittel in Anteile und/oder Schuldtitel der Beteiligungsgesellschaften und andere zulässige Vermögenswerte zwecks Anlage überschüssiger temporärer Liquidität mit dem Ziel, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Erträge der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 2007, oder einer etwaigen Neufassung oder geänderten Fassung dieses Gesetzes, alle Maßnahmen ergreifen und alle Geschäfte tätigen, die sie zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftszweckes für nützlich oder notwendig erachtet.

Art. 4. Sitz.

1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde erfolgt durch einfachen Beschluss der Komplementärin. Durch einfachen Beschluss der Komplementärin können auch jederzeit Filialen oder Geschäftsstellen, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland, gegründet werden.

2 Sofern die Komplementärin die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände vollständig geendet haben; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben, die trotz einer solchen zeitweiligen Verlagerung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Haftung. Die Komplementärin haftet für alle Schulden, die nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft beglichen werden können. Die anderen Aktionäre (die «Kommanditaktionäre») (zum Ausschluss jedes Zweifels, ausschließlich der Komplementärin) sollen jede Handlung im Namen der Gesellschaft, in jeder Art und Funktion, unterlassen, die nicht in der Ausübung Ihrer Rechte als Kommanditaktionäre bei Hauptversammlungen besteht. Die Kommanditaktionäre haften nur in Höhe ihrer Zahlungszusagen an die Gesellschaft bzw. betreffend die einzelnen Teilfonds, an denen sie sich beteiligen.

Art. 6. Aktienkapital.

1 Das Aktienkapital der Gesellschaft ist variabel und entspricht zu jedem Zeitpunkt dem Nettoinventarwert der Gesellschaft, so wie dieser gemäß den in Artikel 22 enthaltenen Regeln bestimmt wird. Das Aktienkapital der Gesellschaft besteht aus Aktien ohne Nennwert.

2 Als eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (*société en commandite par actions*) besitzt die Gesellschaft zwei Arten von Aktionären:

- die Komplementärin (*actionnaire gérant commandité*), die eine (1) Komplementäraktie hält und die gemeinsam und solidarisch mit der Gesellschaft für jede Verpflichtung haftet, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft beglichen werden kann; und

- den Kommanditaktionär (*actionnaire commanditaire*), der eine oder mehrere Kommanditaktien hält und dessen Haftung beschränkt ist auf seine Zahlungszusage an die Gesellschaft bzw. betreffend die einzelnen Teilfonds, an denen er sich beteiligt.

Jede Referenz in dieser Satzung auf «Aktien» beziehungsweise «Aktionäre» betrifft sowohl die Komplementäraktie als auch die Kommanditaktien beziehungsweise sowohl die Komplementärin als auch die Kommanditaktionäre, soweit sich nichts Gegenteiliges aus den Umständen ergibt.

3 Zu keinem Zeitpunkt dürfen die einem Teilfonds zugeordneten Aktien an eine Anzahl Aktionäre ausgegeben werden, die dreißig (30) Aktionäre überschreitet. Alle Aktionäre der Gesellschaft sind notwendigerweise juristische Personen, und es werden keine Aktien an natürliche Personen ausgegeben.

4 Kommanditaktien können nur durch juristische Personen gezeichnet werden, die als qualifizierte Investoren im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 gelten.

5 Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-); es muss innerhalb von zwölf (12) Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als SICAV - FIS durch die CSSF erreicht werden.

6 Die Komplementärin ist jederzeit ohne Einschränkung berechtigt, voll eingezahlte Kommanditaktien und Bruchteilaktien gemäß den Bestimmungen in Artikel 7 dieser Satzung zuzuteilen und auszugeben; den bestehenden Aktionären stehen in diesem Zusammenhang keine Vorzugsrechte auf die Zeichnung von auszugebenden Aktien zu. Die Komplementärin kann die Annahme von Zeichnungen, die Zuteilung der Aktien und die Annahme von Zahlungen für dieselben an ordnungsgemäß bevollmächtigte Mitglieder des Verwaltungsrats der Komplementärin oder andere ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen übertragen.

7 Die Kommanditaktien können gemäß Zeichnungsvereinbarung zwischen den Kommanditaktionären und der Komplementärin verschiedenen Teilfonds zugeordnet werden, welche auf unterschiedliche Währungen lauten können. Die Rechte der Kommanditaktionäre beschränken sich auf die Vermögenswerte des/der Teilfonds, in die sie angelegt haben. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Kommanditaktionäre in dieses Teilvermögen und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen bei Errichtung des Teilvermögens oder im Zusammenhang mit der Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilvermögens entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes Teilvermögen der Gesellschaft als eigenständige Einheit behandelt. Jeder Teilfonds der Gesellschaft kann einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilfonds zur Folge hat. Die Erlöse aus der Ausgabe von Kommanditaktien eines jeden Teilfonds (soweit vorgesehen nach Abzug von Erstausgabegebühren, die für diese Aktien jeweils erhoben werden können) werden in Übereinstimmung mit den in Artikel 3 dieser Satzung festgelegten Zielen in Anteile und/oder Schuldtitel der Beteiligungsgesellschaften und andere zulässige Vermögenswerte zwecks Anlage überschüssiger temporärer Liquidität investiert, und zwar wie sie von der Komplementärin jeweils für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden.

8 Die Komplementärin ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Klassen von Kommanditaktien (jeweils eine «Kommanditaktienklasse» oder «Klasse») aufzulegen, die sich unter anderem im Hinblick auf Gebührenstruktur, Ausschüttungspolitik, Absicherungsstrategien, Mindestanlagebeträge, Anlegervoraussetzungen, Zahlungsmodalitäten oder andere spezifische Eigenschaften voneinander unterscheiden und auf unterschiedliche Währungen lauten können, wie jeweils von der Komplementärin bestimmt. Die Komplementärin ist berechtigt, die Aktien einer Kommanditaktienklasse als thesaurierende Aktien («Thesaurierende Aktien») oder als ausschüttende Aktien («Ausschüttende Aktien») auszugestalten. Der Komplementärin obliegt die Entscheidung, ob und wann Aktien solcher Kommanditaktienklassen zur Zeichnung angeboten werden, und die Festlegung der Bedingungen einer solchen Ausgabe.

9 Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird das jedem einzelnen Teilfonds zuzuordnende Nettovermögen bei einem Teilfonds, der nicht in Euro denominiert ist, in Euro umgewandelt; das Kapital entspricht dem gesamten Nettovermögen aller Teilfonds.

10 Verweise in dieser Satzung auf Teilfonds beinhalten, soweit zur Auslegung der vorliegenden Satzung erforderlich oder dienlich, Verweise auf die jeweiligen mit diesen Teilfonds verbundenen Klassen von Aktien.

Art. 7. Aktien.

1 Kommanditaktien und Komplementäraktie sind Namensaktien.

2 Die Aktien werden, sofern nicht ausdrücklich die Ausgabe eines Aktienzertifikats beantragt wird, grundsätzlich ohne Aktienzertifikate ausgegeben. Anstelle eines Aktienzertifikats erhalten die Aktionäre eine Bestätigung ihres Anlagebestandes.

3 Aktien werden lediglich im Falle einer Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Preises je Aktie, wie in Artikel 9 dieser Satzung festgelegt, ausgegeben. Der Zeichner wird unverzüglich nach Maßgabe der vorstehenden Bestimmungen eine Bestätigung seines Anlagebestandes erhalten.

4 Etwaige Zahlungen von Ausschüttungen an die Aktieninhaber erfolgen für Namensaktien per Überweisung gemäß den von den Kommanditaktionären bezüglich ihrer Bankverbindung an die Gesellschaft mitgeteilten Informationen.

5 Alle Aktien der Gesellschaft werden in das Aktienregister eingetragen, das von der Komplementärin oder von einer oder mehreren von der Komplementärin hiermit beauftragten Personen geführt wird; das Aktienregister enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Wohnort oder gewählten Wohnsitz, soweit diese Angaben der Gesellschaft mitgeteilt wurden, sowie die Anzahl der an jedem Teilfonds gehaltenen Aktien. Das Eigentum an einer Aktie ergibt sich aus der Eintragung des Aktionärs in das Aktienregister.

6 Jeder Aktionär, dessen Aktienbestand im Aktienregister eingetragen ist, muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft gesandt werden können. Diese Anschrift wird in das Aktienregister eingetragen. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine im Aktienregister eingetragene Anschrift durch schriftliche Mitteilung ändern, welche an die Gesellschaft an ihren eingetragenen Sitz oder an eine andere von der Gesellschaft jeweils angegebene Adresse zu senden ist.

7 Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner (für Namensaktien) zu einer Bruchteilsaktie wird diese Bruchteilsaktie mit bis zu sechs (6) Dezimalstellen im Aktienregister eingetragen. Bruchteilsaktien verleihen keinerlei Stimmrechte; allerdings ist der Aktionär zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt, soweit die Gesellschaft dies vorsieht.

8 Das Eigentum an einer Aktie beinhaltet zugleich implizit das Einverständnis mit vorliegender Satzung.

Art. 8. Zahlungszusagen.

1 Die Komplementärin beziehungsweise diesbezüglich bevollmächtigte Personen können nach ihrem Ermessen Zahlungszusagen für und Zeichnungen von Kommanditaktien sowie Zahlungen annehmen oder ablehnen.

2 Die Komplementärin beziehungsweise diesbezüglich bevollmächtigte Personen können im Rahmen von Punkt 6.5 des Informationsmemorandums «Säumiger Kommanditaktionär» nach ihrem alleinigen Ermessen Zahlungszusagen von juristischen Personen annehmen, die als qualifizierte Investoren im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 gelten.

3 Der Mindestbetrag für eine Zahlungszusage beträgt zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000,-). Die Komplementärin kann nach ihrem alleinigen Ermessen juristische Personen, die als qualifizierte Investoren im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 gelten, mit niedrigeren Zahlungszusagen annehmen, wobei der von jedem Investor zu zeichnende Betrag zweihunderttausend Euro (EUR 200.000,-) nicht unterschreiten darf.

4 Zahlungszusagen betreffen ausschließlich Kommanditaktien und sind in Teilzahlungen zahlbar, wie im nachfolgenden Artikel beschrieben.

Art. 9. Kapitalabrufe.

1 Die von jedem Kommanditaktionär abgegebene Zahlungszusage wird in mehreren Teilbeträgen durch Zeichnung der entsprechenden Anzahl von vollständig eingezahlten Kommanditaktien pro Teilfonds zahlbar. Die Komplementärin versendet vor jedem Kapitalabruf eine Kapitalabrufmitteilung an die Kommanditaktionäre mit der Aufforderung, den entsprechenden Betrag per Überweisung zu zahlen, d.h. eine Sacheinlage ist nicht möglich. Daraufhin ist dieser Geldbetrag in Euro innerhalb von vier (4) Luxemburger Geschäftstagen nach Erhalt der Kapitalabrufmitteilung oder vor dem in der betreffenden Kapitalabrufmitteilung angegebenen Datum einzuzahlen und die entsprechende Anzahl Kommanditaktien wird dem betreffenden Kommanditaktionär zugeteilt (jeder dieser Kapitalabrufvorgänge wird als «Kapitalabruf» bezeichnet). Die Kapitalabrufmitteilung erfolgt per Fax und/oder per E-Mail. Im Falle eines Faxes stellt das entsprechende «Sendeprotokoll» einen eindeutigen Beweis für die Absendung der Kapitalabrufmitteilung an den Investor und für den Inhalt der Kapitalabrufmitteilung dar. Im Falle einer E-Mail stellt der Ausdruck der abgesendeten E-Mail einen eindeutigen Beweis für die Absendung der Mitteilung an den Empfänger und für den Inhalt der Mitteilung dar.

2 Die Kapitalabrufe erfolgen pro rata zu den Zahlungszusagen eines jeden Kommanditaktionärs. Die Kapitalabrufe entsprechen, vorbehaltlich einer abweichenden Regelung in einer Zeichnungsvereinbarung, einem bestimmten Prozentsatz der jeweiligen Zahlungszusagen der Kommanditaktionäre, welcher von der Komplementärin nach ihrem alleinigen Ermessen festgelegt wird; dieser Prozentsatz ist für jeden Kommanditaktionär gleich.

3 Kapitalabrufe erfolgen, um die Kapitalanforderungen der Gesellschaft oder Anlagen zu erfüllen und um eine Reserve für Betriebskosten der Gesellschaft, wie durch die Komplementärin nach ihrem eigenen Ermessen bestimmt, zu bilden.

4 Während der Erstemissionsphase und ihrer eventuellen Verlängerung(en) erfolgt die Ausgabe von Kommanditaktien zu dem Erstemissionspreis pro Aktie, der für jeden Teilfonds in der entsprechenden Anlage zu dem Informationsmemorandum der Gesellschaft festgelegt wird. Nach der Erstemissionsphase für die jeweiligen Teilfonds und eventuell nach Verlängerung(en) der entsprechenden Erstemissionsphase (wie weiter im Informationsmemorandum definiert) erfolgt die Ausgabe von neuen Kommanditaktien zum zuletzt verfügbaren Nettoinventarwert je Kommanditaktie, so wie dieser laut den Bestimmungen von Artikel 22 der Satzung berechnet wird.

5 Die Komplementärin kann Personen bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für neu auszugebende Kommanditaktien entgegenzunehmen.

6 Die Gesellschaft gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwertes der Gesellschaft ausgesetzt ist, keine Kommanditaktien aus.

Art. 10. Säumiger Kommanditaktionär.

1 Ein Kommanditaktionär eines oder mehrerer Teilfonds, der nicht fristgerecht einer Kapitalabrufmitteilung nachkommt (ein «Säumiger Kommanditaktionär»), kann zur Zahlung einer Verzinsung, in Höhe des 3-Monate EURIBOR plus 600 Basispunkte auf den nicht fristgerecht eingezahlten Betrag, verpflichtet werden und ist in jedem Fall verpflichtet mindestens die Kosten der tatsächlich angefallenen Refinanzierung z.B. durch die jeweilige(n) Beteiligungsgesellschaft(en) zu tragen. Die angefallenen Zinsen werden dem Säumigen Kommanditaktionär in Rechnung gestellt und werden ggf. mit Ausschüttungen bzw. Zwischenausschüttungen oder mit dem Liquidationserlös des/der Teilfonds verrechnet, dem/denen gegenüber sich der Säumige Kommanditaktionär zur Beteiligung verpflichtet hat. Der Säumige Kommanditaktionär haftet darüber hinaus auch für alle Folgeschäden, die ebenfalls mit Ausschüttungen bzw. Zwischenausschüttungen oder mit dem Liquidationserlös des/der Teilfonds, dem/denen gegenüber sich der Säumige Kommanditaktionär zur Beteiligung verpflichtet hat, verrechnet werden können.

2 Wenn ein solcher Verzug nicht innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen (die «Verzugsperiode») behoben wird, kann die Komplementärin nach eigenem Ermessen bestimmen, dass alle Kommanditaktien des Säumigen Kommanditaktionärs, der entsprechende Betrag, der vom Säumigen Kommanditaktionär wie oben beschrieben nicht fristgerecht und vollumfänglich bezahlt wurde (die «Default Kommanditaktien»), sowie ein Betrag, der der noch ausstehenden Zahlungszusage des Säumigen Kommanditaktionärs entspricht (die «Default Zahlungszusage»), wie unten in Artikel 10 Abs. 3 beschrieben, behandelt werden können. Die Kommanditaktien des Säumigen Kommanditaktionärs, die Default Kommanditaktien und die Default Zahlungszusage werden zusammen als «Default-Package» bezeichnet.

3 Die Komplementärin kann nach eigenem Ermessen bestimmen, dass:

- die nicht-säumigen Kommanditaktionäre des/der betroffenen Teilfonds mit dem Recht ausgestattet werden, das Default-Package anteilig zu übernehmen. Der Kaufpreis der Kommanditaktien entspricht fünfundsiebzig Prozent (75%) des Emissionspreises während der Erstemissionsphase (und eventuell während ihrer Verlängerung(en)) und danach fünfundsiebzig Prozent (75%) des zuletzt verfügbaren Nettoinventarwertes je Kommanditaktie des/der betroffenen Teilfonds. Der Kaufpreis der Default Kommanditaktien entspricht ihrem ursprünglichen Ausgabepreis. Die noch ausstehende Zahlungszusage wird ganz übernommen.

Die Mitteilung der Komplementärin an die nicht-säumigen Kommanditaktionäre des/der betroffenen Teilfonds erfolgt innerhalb von zehn (10) Kalendertagen nach Ablauf der Verzugsperiode. Die nicht-säumigen Kommanditaktionäre, die dieses Recht beanspruchen wollen, müssen die Komplementärin innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen nach Ablauf der Verzugsperiode darüber in Kenntnis setzen; diese wird den nicht-säumigen Kommanditaktionären innerhalb von vierzig (40) Kalendertagen nach Ablauf der Verzugsperiode das Default-Package anteilig anbieten.

Bei Annahme des Angebots benachrichtigt jeder nicht-säumige Kommanditaktionär des/der betroffenen Teilfonds die Komplementärin über die Anzahl der zu übernehmenden Anteile des Default-Packages. Jeder nicht-säumige Kommanditaktionär des/der betroffenen Teilfonds wird sich außerdem dazu äußern, ob er gewillt ist, weitere Anteile des Default-Packages zu übernehmen und seine diesbezügliche Obergrenze angeben, falls nicht alle nicht-säumigen Kommanditaktionäre des/der betroffenen Teilfonds das Angebot der Komplementärin annehmen. Falls nicht alle nicht-säumigen Kommanditaktionäre des/der betroffenen Teilfonds das Angebot in vollem Umfang annehmen, werden die restlichen Anteile des Default-Packages anteilig an die nicht-säumigen Kommanditaktionäre des/der betroffenen Teilfonds übertragen, die ihre diesbezügliche Bereitschaft, weitere Anteile des Default-Packages zu übernehmen, erklärt haben. Sollte nur ein nicht-säumiger Kommanditaktionär des/der betroffenen Teilfonds das Angebot annehmen, kann das gesamte Default-Package an diesen übertragen werden.

Falls jedoch nicht alle Anteile des Default-Package durch nicht-säumige Kommanditaktionäre übernommen werden, kann die Komplementärin nach ihrem alleinigen Ermessen die restlichen Anteile des Default-Packages Kommanditaktionären des/der nicht betroffenen Teilfonds oder Dritten zu den oben angegebenen Kaufpreisen anbieten oder sie selbst übernehmen; und/oder

- die Komplementärin alle Kommanditaktien des Säumigen Kommanditaktionärs aufkaufen kann. Der Kaufpreis dieser Kommanditaktien entspricht fünfundsiebzig Prozent (75%) des Emissionspreises während der Erstemissionsphase (und eventuell während ihrer Verlängerung(en)) und danach fünfundsiebzig Prozent (75%) des zuletzt verfügbaren Nettoinventarwertes je Kommanditaktie. Die Komplementärin übernimmt in diesem Falle nicht die Default Kommanditaktien. Die Default Kommanditaktien und die noch ausstehende Zahlungszusage des Säumigen Kommanditaktionärs verbleiben beim Säumigen Kommanditaktionär, der sie weiterhin schuldet. Die Zahlung des Kaufpreises an den Säumigen Kommanditaktionär erfolgt, ggf. abzüglich der oben genannten Refinanzierungskosten und Folgeschäden, ohne Verzinsung zum Datum der Liquidation des/der betroffenen Teilfonds der Gesellschaft. Sollte der Liquidationserlös pro Kommanditaktie des Säumigen Kommanditaktionärs unter dem entsprechenden Kaufpreis liegen, erhält der Säumige Kommanditaktionär lediglich diesen Wert (abzüglich der o.g. Refinanzierungskosten und Folgeschäden).

4 Die vorstehenden Rechtsmittel schließen andere durch das Luxemburger Recht gegebene Rechtsmittel nicht aus und die Komplementärin kann unter Berücksichtigung der Interessen der anderen Kommanditaktionäre diese Rechtsmittel gegen einen Säumigen Kommanditaktionär erlassen.

Art. 11. Ausschüttungen und Zwischenausschüttungen.

1 Bareinnahmen werden von Zeit zu Zeit an die Aktionäre von Ausschüttenden Aktien ausgeschüttet. Die Ausschüttung auf Thesaurisierende Aktien erfolgt in der Regel in Form von zusätzlichen Aktien. Die Komplementärin hält angemessene Beträge zurück, um Ausgaben und andere Verpflichtungen der Teilfonds der Gesellschaft, einschließlich der zu zahlenden Verwaltungs- und Beratungsvergütungen, zu zahlen beziehungsweise um Rücklagen für deren Zahlungen zu bilden. Wiederanlagen können in Ausnahmefällen getätigt werden.

2 Nach ihrer Ausgabe sind die Aktien eines jeden Teilfonds zur gleichmäßigen und gleichrangigen Beteiligung an den laufenden Erträgen und Veräußerungsgewinnen sowie an den Liquidationserlösen des jeweiligen Teilfonds berechtigt. Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre jedes Teilfonds bestimmt auf Vorschlag der Komplementärin für jeden Teilfonds und vorbehaltlich etwaiger erklärter oder gezahlter Zwischenausschüttungen, die Verwendung der jährlichen Nettoanlageerträge des jeweiligen Teilfonds.

3 Ausschüttungen der Teilfonds dürfen nicht vorgenommen werden, wenn sich daraus ergeben sollte, dass das Nettovermögen der Gesellschaft unter das gesetzliche Mindestkapital fällt, d.h. derzeit eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-). Abgesehen von vorausgehender Beschränkung können Zwischenausschüttungen nach dem Ermessen und auf Entscheidung der Komplementärin erklärt und auf die Aktien jedes Teilfonds aus den Erträgen ausgezahlt werden, die den Vermögenswerten dieses Teilfonds zuzurechnen sind. Die erklärten Zwischenausschüttungen werden normalerweise in der Währung des Nettoinventarwerts des betreffenden Teilfonds bezahlt, können jedoch auch in einer anderen, von der Komplementärin zu beschließenden Währung an den von derselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Die Komplementärin kann den zur Umrechnung der Zwischenausschüttungsbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbaren Wechselkurs festlegen.

4 Sollte die Komplementärin den Aktionären eines oder mehrerer Teilfonds Bareinnahmen ausgeschüttet haben, die die Gesellschaft von den entsprechenden Beteiligungsgesellschaft(en) oder aus der Anlage von sonstigen Vermögenswerten erhalten hat und letztere die Gesellschaft informiert haben, dass diese Ausschüttung einer Rückforderungspflicht unterliegt, wird die Komplementärin die Aktionäre dementsprechend informieren und die betreffenden Ausschüttungen zurückfordern. Bezüglich eines Kommanditaktionärs erlischt diese Rückforderungspflicht nur, nachdem alle seine Kommanditaktien gemäß den Bestimmungen des Informationsmemorandums und der Satzung aufgekauft oder übertragen wurden.

Falls ein Kommanditaktionär dieser Rückforderungspflicht nicht fristgerecht nachkommt, kann dieser von der Komplementärin in ihrem alleinigen Ermessen als Säumiger Kommanditaktionär (wie in Artikel 10 näher beschrieben) behandelt werden, aber nur in der Höhe der Rückforderungspflicht zuzüglich aller anfallenden Zinsen und Folgeschäden.

Art. 12. Rücknahme von Kommanditaktien.

1 Die Gesellschaft ist eine geschlossene Kommanditgesellschaft auf Aktien und die Komplementärin wird keine Rückkaufanträge erfüllen.

2 Sofern der Wert des gesamten Nettovermögens eines einzelnen Teilfonds aus einem bestimmten Grund unter einen bestimmten Betrag sinkt bzw. diesen Betrag nicht erreicht, der von der Komplementärin als angemessener Mindestbetrag für den jeweiligen Teilfonds festgelegt ist, oder sofern der Komplementärin dies auf Grund von für den jeweiligen Teilfonds relevanten Änderungen der wirtschaftlichen oder politischen Lage für angemessen hält oder es im Interesse der jeweiligen Aktionäre ist, kann die Gesellschaft alle Anteile des betreffenden Teilfonds zurücknehmen, oder den Teilfonds mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) verschmelzen.

Die Schließung eines Teilfonds im Wege der zwangsweisen Rücknahme der betreffenden Aktien oder einer Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderem OGA, die jeweils aus anderen als den im vorstehenden Absatz genannten Gründen erfolgt, ist nur vorbehaltlich der Zustimmung der Aktionäre des zu schließenden oder zu verschmelzenden Teilfonds zulässig; der Zustimmungsbeschluss ist auf einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Aktionäre des Teilfonds, für welche keine Mindestanzahl von Aktionären zur Beschlussfähigkeit erforderlich ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre zu fassen.

3 Die Komplementärin kann jedoch Kommanditaktien eines jeden Teilfonds zwangsweise aufkaufen wie im Punkt «Säumiger Kommanditaktionär» beschrieben oder wenn dies zum Schutz oder im Interesse der Aktionäre des/der entsprechenden Teilfonds oder der Gesellschaft erforderlich scheint.

Art. 13. Übertragung von Aktien.

1 Kommanditaktien können nur durch juristische Personen erworben werden, die als qualifizierte Investoren im Sinne des Gesetzes von 2007 gelten. Die geplante Übertragung von Kommanditaktien muss vom Abtretenden, unter der genauen Angabe der Identität und Adresse des Erwerbers, der Komplementärin schriftlich mitgeteilt werden. Die Prüfung der Zulässigkeit der Übertragung dient insbesondere der Sicherstellung, dass die potentiellen Aktienerwerber juristische Personen sind, die als qualifizierte Investoren im Sinne des Gesetzes von 2007 gelten; die Zulässigkeit der Übertragung darf dementsprechend insbesondere versagt werden, wenn der Investor keine juristische Person ist, die als qualifizierter Investor im Sinne des Gesetzes von 2007 gilt. Die Komplementärin hat nach dem Datum, an dem sie diese Mitteilung

erhalten hat, dreißig (30) Tage Zeit, die Zulässigkeit dieser Übertragung zu prüfen. Die Übertragung kann nur nach der schriftlichen Zustimmung durch die Komplementärin erfolgen. Auch in den Fällen (siehe unten), in denen die Übertragung der Kommanditaktien keiner Zustimmung durch die Komplementärin unterliegt, ist der Abtretende verpflichtet der Komplementärin die geplante Übertragung schriftlich mitzuteilen und diese Übertragung kann erst dreißig (30) Tage nach dem Datum, an dem die Komplementärin diese Mitteilung erhalten hat, erfolgen.

2 Jede Verfügung über Kommanditaktien und/oder Zahlungszusagen, soweit und solange diese zum Sicherungsvermögen im Sinne des § 66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes oder zum sonstigen gebundenen Vermögen im Sinne des § 54 Abs. 1 oder § 115 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes eines deutschen Versicherungsunternehmens gehören, bedarf nicht der Zustimmung (jedoch der Benachrichtigung) der Komplementärin, soweit es sich beim Erwerber um institutionelle Investoren oder Finanzintermediäre handelt. Hierzu gehören unter anderem beaufsichtigte Kreditinstitute, Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Kapitalanlagegesellschaften sowie Stiftungen. Andere potentielle Erwerber können akzeptiert werden, sofern sie über die entsprechende Bonität (sog. «Investmentgrade-Rating») oder über ausreichende geeignete Sicherheiten verfügen. Verfügung ist insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung des gesamten oder eines Teils der Beteiligung des Versicherungsunternehmens. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch das Versicherungsunternehmen nach Verfügung über Kommanditaktien und/oder Zahlungszusagen ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Versicherungsunternehmen und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbeitreitender Wirkung für das Versicherungsunternehmen auf den Erwerber über.

3 Ebenfalls ausgenommen von der Zustimmung (jedoch nicht von der Benachrichtigung) der Komplementärin sind Veräußerungen von Kommanditaktien an einen deutschen Spezialfonds.

4 Werden Kommanditaktien im Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens gehalten, darf über diese Kommanditaktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

5 Die Komplementärin kann das Eigentum von Kommanditaktien durch eine bestimmte Person, ein Unternehmen oder eine Gesellschaft einschränken oder untersagen, wenn dies nach ihrem alleinigen Ermessen von Nachteil für die Gesellschaft ist, wenn dadurch ein Gesetzes- oder Verordnungsverstoß von luxemburgischem oder ausländischem Recht droht oder wenn der Gesellschaft Steuernachteile oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die anderenfalls nicht entstanden wären. Diese Personen, Unternehmen oder Gesellschaften, die von der Komplementärin zu bestimmen sind, werden im folgenden, zusammen mit Personen oder Gesellschaften, welche sich nicht als juristische qualifizierte Investoren im Sinne des Gesetzes von 2007 eignen, als «Unzulässige Personen» bezeichnet.

6 Zu diesem Zweck kann die Komplementärin:

- die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Namensaktienübertragung ablehnen, wenn nach Einschätzung der Komplementärin eine Unzulässige Person aufgrund einer solchen Ausgabe oder Übertragung rechtlicher oder wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien werden würde oder werden könnte;
- von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder die die Eintragung einer Kommanditaktienübertragung im Aktienregister vornehmen lassen will, nach dem alleinigen Ermessen der Komplementärin jederzeit mit eidesstattlicher Erklärung versehene Informationen verlangen, um festzustellen, ob eine Unzulässige Person der wirtschaftliche Eigentümer dieser Kommanditaktie ist oder ob eine solche Eintragung das wirtschaftliche Eigentum an diesen Kommanditaktien durch eine Unzulässige Person zur Folge hat;
- die Annahme einer von einer Unzulässigen Person bei einer Versammlung von Aktionären abgegebenen Stimme verweigern; und
- wenn nach alleiniger Einschätzung der Komplementärin eine Unzulässige Person entweder allein oder gemeinsam mit einer anderen Person wirtschaftlicher Eigentümer von Kommanditaktien ist, diesen Kommanditaktionär verpflichten, seine Kommanditaktien zu verkaufen und der Komplementärin gegenüber den Nachweis über diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen nach erfolgter Mitteilung zu erbringen. Kommt der betreffende Kommanditaktionär dieser Anweisung nicht fristgerecht nach, kann die Komplementärin ihn nach ihrem alleinigen Ermessen wie einen Säumigen Kommanditaktionär, wie in Art. 10 beschrieben, behandeln.

7 Eine Übertragung von Aktien erfolgt durch Eintragung der Übertragung im Aktienregister durch die Gesellschaft nach Übergabe des Aktienzertifikats bzw. der Aktienzertifikate für diese Aktien, sofern ausgestellt, zusammen mit der Bestätigung des Anlagebestandes, an die Gesellschaft, und nach Erfüllung aller anderen Übertragungsvoraussetzungen, die von der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden bzw. von Rechts wegen erforderlich sind, insbesondere derjenigen, die weiter oben näher bestimmt werden.

Art. 14. Ordentliche und außerordentliche Hauptversammlung.

1 Die ordnungsgemäß gebildete Hauptversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft, soweit diese nicht durch das Gesetz oder dieser Satzung der Komplementärin vorbehalten sind. Sie kann Satzungsänderungen nur mit der Zustimmung der Komplementärin beschließen.

2 Die Hauptversammlung wird durch die Komplementärin aus eigenem Anlass oder auf Antrag von Aktionären, welche zusammen mindestens zehn Prozent (10%) des Kapitals halten, einberufen.

Art. 15. Durchführung von Hauptversammlungen, Stimmrechte.

1 Die jährliche Hauptversammlung findet am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einladung bestimmten Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburg jeweils um 13.00 Uhr am letzten Mittwoch des Monats Mai eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen in Luxemburg bestehenden Feiertag fällt, am nächsten darauf folgenden Werktag in Luxemburg statt. Die jährliche Hauptversammlung kann außerhalb Luxemburgs abgehalten werden, sofern die Komplementärin dies nach ihrem Ermessen aufgrund außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält. Sonstige Hauptversammlungen können von der Komplementärin an den in den Einberufungsschreiben bzw. Bekanntmachungen bestimmten Zeitpunkten und Orten einberufen werden.

2 Zur Wirksamkeit einer Satzungsänderung ist es erforderlich, dass in der Hauptversammlung Aktionäre anwesend oder vertreten sind, die mindestens die Hälfte des Kapitals halten. Sollte die zum Zwecke einer Satzungsänderung einberufene Hauptversammlung nicht beschlussfähig sein, beruft die Komplementärin die Hauptversammlung ein weiteres Mal ein, die dann unabhängig von der Höhe des anwesenden oder vertretenen Kapitals beschlussfähig ist. Satzungsänderungen bedürfen zusätzlich der Zustimmung der Komplementärin.

3 Jede Aktie eines Teilfonds oder einer Klasse gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich auf der Hauptversammlung durch einen schriftlich oder per Faksimileübertragung bevollmächtigten Dritten vertreten lassen oder per Briefwahl wählen. Aktionäre können an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch eine Telefonkonferenzschaltung oder per Videokonferenz beziehungsweise mittels ähnlicher, gleichzeitige und gegenseitige Kommunikation zwischen den Teilnehmern sicherstellende Telekommunikations-Vorrichtungen teilnehmen; diese Teilnahmeform wird der tatsächlichen physischen Anwesenheit bei einer Hauptversammlung gleichgestellt.

4 Beschlüsse zur Satzungsänderung werden mit einer Zweidrittelmehrheit der von den anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen gefasst. Im übrigen werden Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung mit einer Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst.

5 Solange das Aktienkapital in mehrere Teilfonds und Klassen aufgeteilt ist, können und müssen, falls 10% der Aktionäre des Teilfonds oder der Klasse dies verlangen, separate Hauptversammlungen der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Klasse von der Komplementärin einberufen werden, welche über teilfonds- oder klassenspezifische Angelegenheiten entscheiden. Die Beschlüsse solcher Hauptversammlungen werden - sofern gesetzlich nicht etwas anderes zwingend vorgeschrieben - mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen. Auf solche separate Hauptversammlungen finden die in dieser Satzung für Hauptversammlungen festgelegten Bestimmungen entsprechend Anwendung.

6 Die Komplementärin kann alle weiteren Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Versammlung der Aktionäre teilnehmen zu können.

7 Die Einberufungen zu Hauptversammlungen sowie deren Leitung erfolgen im Einklang mit dem Gesetz von 1915. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann ohne vorherige Einberufung abgehalten werden, wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, die Tagesordnung zu kennen.

8 Die Komplementärin kann Versammlungen der Aktionäre eines oder mehrerer Teilfonds bzw. einer oder mehrerer Anteilklassen eines Teilfonds einberufen, damit über Angelegenheiten dieser Teilfonds oder Klassen und/oder über eine Änderung ihrer jeweiligen Rechte beschlossen wird.

Art. 16. Geschäftsführung.

1 Die Gesellschaft wird durch die WAI S.à r.l. in ihrer Eigenschaft als alleiniger Komplementärin der Gesellschaft (die «Komplementärin») verwaltet. Die anderen Aktionäre, insbesondere die Kommanditaktionäre, dürfen an der laufenden Verwaltung der Gesellschaft weder teilnehmen noch sich darin einmischen.

2 Die Vergütungen der Komplementärin sind im Informationsmemorandum der Gesellschaft angegeben.

3 Die Komplementärin kann zusätzliche Aufträge zu Marktpreisen an Dritte oder an mit ihr verbundene Unternehmen zu Lasten des Gesellschaftsvermögens übertragen, wie im Informationsmemorandum genauer beschrieben.

Art. 17. Verwaltungs- und Verfügungshandlungen. Die Komplementärin ist befugt, im Rahmen des Gesellschaftszwecks, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche im Interesse der Gesellschaft sind. Die Komplementärin hat sämtliche Befugnisse, welche durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht ausdrücklich der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind.

Art. 18. Vertretung gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Unterschrift der bevollmächtigten Vertreter der Komplementärin oder durch die Unterschrift jeder von der Komplementärin für spezifische Rechtsgeschäfte bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.

Art. 19. Auflösung - Rechtliche Handlungsunfähigkeit der Komplementärin. Die Auflösung, Zwangsliquidation oder die rechtliche oder sonstige Handlungsunfähigkeit der Komplementärin hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge. In diesem Fall wird innerhalb von fünfzehn Tagen die Hauptversammlung, nach den in dieser Satzung oder im Gesetz von 1915 festgelegten Regeln, einberufen, um eine neue Komplementärin zu bestellen. Die neue Komplementärin muss von der Hauptversammlung aus der Nachfolgeliste ausgewählt werden.

In den obengenannten Fällen, kann die Komplementärin der Gesellschaft ausscheiden und muss in einem solchen Fall ihre Komplementäraktien an die neu bestellte Komplementärin abtreten.

Art. 20. Interessenkonflikte. Kein Vertrag und kein anderes Geschäft, das zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma abgeschlossen wird, kann durch die Tatsache, dass einer oder mehrere Geschäftsführer, Bevollmächtigte oder Angestellte der Komplementärin Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Bevollmächtigte oder Angestellte in jener anderen Gesellschaft oder Firma haben, beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden. Ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Komplementärin, welcher Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftliche Beziehungen tritt, verliert dadurch nicht das Recht, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäftssachen in Verbindung stehen, anbetrifft.

Art. 21. Freistellungsverpflichtung. Die Gesellschaft wird jeden Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Komplementärin, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter jederzeit schadlos halten gegen alle vernünftigen Ausgaben und Schäden in Bezug auf Klagen, Forderungen und Verfahren, die gegen sie vorgebracht oder gegen sie geltend gemacht werden, weil sie Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Komplementärin oder auf deren Verlangen von anderen Gesellschaften, und von denen sie kein Recht auf Entschädigung haben, sind oder waren; dies gilt nicht in Bezug auf Geschäfte, bei denen diese Personen nach einer gerichtlichen Klage oder einem ähnlichen Verfahren rechtskräftig aufgrund grober Nachlässigkeit oder groben Fehlverhaltens für verantwortlich erklärt wurden; im Falle einer gütlichen Einigung wird eine Entschädigung nur in Bezug auf die Angelegenheiten geleistet, welche durch die Einigung abgedeckt sind und bei denen der Gesellschaft durch einen Berater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person ihren Verpflichtungen nachgekommen ist. Dieses Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des/der Geschäftsführer(s) oder Bevollmächtigten nicht aus.

Art. 22. Bestimmung des Nettoinventarwertes.

1 Der Nettoinventarwert der Gesellschaft sowie der Nettoinventarwert je Teilfonds werden durch die Zentralverwaltungsstelle unter der Verantwortung der Komplementärin, wie im Informationsmemorandum (inklusive der Anlagen zu den einzelnen Teilfonds) näher bestimmt, quartalsweise ermittelt.

2 Die Kommanditaktien werden während der Erstmissionsphase (und ihrer eventuellen Verlängerung(en)) zum Erstmissionspreis ausgegeben, der im Informationsmemorandum näher bestimmt wird. Nach der Erstmissionsphase erfolgt die Ausgabe von neuen Kommanditaktien zum zuletzt verfügbaren Nettoinventarwert je Kommanditaktie.

3 Der Nettoinventarwert eines jeden Teilfonds und einer jeden Aktienklasse wird in der Referenzwährung als ein Betrag je Aktie angegeben und wird für jeden Bewertungstag ermittelt, indem das Nettovermögen der Gesellschaft, das dem jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Aktienklasse zuzurechnen ist und das sich aus den dem jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Aktienklasse zuzurechnenden Vermögenswerten der Gesellschaft abzüglich der dem jeweiligen Teilfonds und der Aktienklasse zuzurechnenden Verbindlichkeiten zusammensetzt, durch die Anzahl der in Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Aktienklasse geteilt wird.

4 Die Bewertung des Nettoinventarwertes jedes Teilfonds und jeder Aktienklasse ist wie folgt durchzuführen:

4.1 Die Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

(a) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgeannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, außer wenn es jeweils unwahrscheinlich ist, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen; in diesem Fall wird ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

(b) Wertpapiere, die an einer anerkannten Börse notiert sind oder an einem sonstigen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, dem Publikum offen ist und regelmäßig funktioniert (ein «Geregelter Markt»), werden zu ihren letzten verfügbaren amtlichen Schlusskursen oder, falls es mehrere solche Märkte gibt, anhand ihrer letzten verfügbaren Schlusskurse auf dem wichtigsten Markt für das betreffende Wertpapier bewertet; wenn der letzte verfügbare Kurs den marktgerechten Wert der betreffenden Wertpapiere nicht angemessen wiedergibt, wird der Wert dieser Wertpapiere von der Komplementärin auf der Grundlage ihres marktgerechten Wertes festgelegt, der nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben sowie gemäß den Standards der EUROPEAN PRIVATE EQUITY & VENTURE CAPITAL ASSOCIATION (EVCA) ermittelt wird;

(c) Wertpapiere, die nicht an einer anerkannten Börse notiert oder zum Handel zugelassen sind und nicht an einem sonstigen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres marktgerechten Wertes bewertet, der von der Komplementärin nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben sowie gemäß den Standards der EUROPEAN PRIVATE EQUITY & VENTURE CAPITAL ASSOCIATION (EVCA) ermittelt wird;

(d) die von den Beteiligungsgesellschaften ausgegebenen Anteile werden wie folgt bewertet:

- solange kein Bewertungsereignis der jeweiligen Beteiligungsgesellschaft vorliegt, werden die Anteile zu deren Kaufpreis bewertet;

- wenn ein Bewertungsereignis der jeweiligen Beteiligungsgesellschaft vorliegt, werden die betreffenden Anteile auf dieser Basis bewertet;

- falls Umstände bestehen, welche eine Bewertung der von der jeweiligen Beteiligungsgesellschaft ausgegebenen Anteile nach dem alleinigen Ermessen der Komplementärin nach den vorerwähnten Regeln als unsachgemäß erscheinen lassen, wird die Komplementärin die von der jeweiligen Beteiligungsgesellschaft ausgegebenen Anteile zu ihrem marktgerechten

Wert bewerten, der in gutem Glauben, nach allgemein angenommenen Bewertungsregeln und ohne Haftung der Komplementärin ermittelt wird;

(e) alle sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem marktgerechten Wert bewertet, der in gutem Glauben und nach allgemein angenommenen Bewertungsregeln und -prozeduren entsprechend den von der Komplementärin bestimmten Verfahren ermittelt wird. Zur Bestimmung des marktgerechten Werts dieser Vermögenswerte kann die Komplementärin alle Faktoren in Betracht ziehen, welche sie vernünftigerweise als für bestimmte Werte wesentlich betrachtet.

4.2 Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen (i) sämtliche Darlehen, Schuldscheine und andere fällige Beträge, (ii) sämtliche fälligen oder aufgelaufenen Verwaltungsaufwendungen, insbesondere die Kosten für die Errichtung der Gesellschaft und ihrer Registrierung bei Aufsichtsbehörden, sowie die Kosten der Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, die Verwaltungs-, Depotbank- und Zahlstellengebühren, die Kosten und Gebühren der Gesellschafts- und Zentralverwaltungsstelle, die Aufwendungen für gesetzlich vorgeschriebene Veröffentlichungen, für Prospekte, Informationsmemoranda, Berichte und andere den Anteilhabern zur Verfügung gestellte Dokumente sowie Übersetzungskosten und grundsätzlich alle anderen Aufwendungen im Zusammenhang mit der Verwaltung der Gesellschaft, (iii) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich fällige Verbindlichkeiten aus Verträgen zur Zahlung von Geldmitteln oder Sachwerten, zu denen auch von der Gesellschaft erklärte Ausschüttungen gehören, die zu dem Datum, an dem diese Ausschüttungen kraft Gesetzes an die Gesellschaft zurückfallen, ungezahlt bleiben, (iv) einen angemessenen Rückstellungsbetrag für Steuern, die zum Datum der Bewertung fällig sind, sowie andere vom Verwaltungsrat genehmigte Rücklagen, sowie (v) sonstige Verbindlichkeiten aller Art der Gesellschaft gegenüber Dritten.

5 Sämtliche Bewertungsregeln und -kriterien unterliegen den allgemein geltenden Bilanzierungsgrundsätzen und werden nach diesen Grundsätzen ausgelegt. Liegt kein Verstoß gegen den Grundsatz des Treu und Glaubens, keine grobe Fahrlässigkeit oder kein offensichtlicher Fehler vor, ist jede von der Komplementärin oder von einer von der Komplementärin für die Berechnung des Nettoinventarwertes ernannten Dienstleiter getroffene Entscheidung bei der Berechnung des Nettoinventarwertes endgültig und bindet die Gesellschaft sowie alle gegenwärtigen, ehemaligen und künftigen Kommanditaktionäre.

6 Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes je Kommanditaktie in außergewöhnlichen Fällen auszusetzen, falls die Umstände es verlangen und insofern eine Aussetzung der Bestimmung des Nettoinventarwertes durch die Interessen der Kommanditisten gerechtfertigt ist. Während des Zeitraums der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes je Kommanditaktien ist auch die Ausgabe von Kommanditaktien ausgesetzt. Eine solche Aussetzung wird, falls angemessen, den Kommanditisten durch die Komplementärin mitgeteilt.

7 Zum Zweck der Bestimmung des Nettoinventarwertes:

- gelten Kommanditaktien des jeweiligen Teilfonds, die von der Gesellschaft ausgegeben werden sollen, als ausgegeben unmittelbar nach dem durch die Komplementärin festgelegten Zeitpunkt zu dem am entsprechenden Bewertungstag gültigen Ausgabepreis; von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;

- werden Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als in Euro getätigt wurden, auf der Grundlage des betreffenden Devisenkurses am Bewertungstag bewertet;

- werden von der Gesellschaft an einem Bewertungstag getätigte Ankäufe und Verkäufe von Wertpapieren, soweit praktikabel, an diesem Bewertungstag verbucht.

8 Die Komplementärin errichtet ein Portfolio mit Vermögenswerten für jeden Teilfonds wie folgt: (i) die Erlöse aus der Ausgabe jeder Aktie werden in den Büchern des jeweiligen Teilfonds dem für diesen Teilfonds errichteten Pool von Vermögenswerten zugeschrieben; die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie die Erträge und Aufwendungen, die diesen zuzurechnen sind, werden diesem Portfolio vorbehaltlich der nachstehenden Bestimmungen verbucht, (ii) Vermögenswerte, die sich aus anderen Vermögenswerten ableiten, werden den Büchern des Teilfonds gutgeschrieben, bei dem der zugrunde liegende Vermögenswert verbucht ist; demgemäß ist bei jeder Neubewertung dieser Vermögenswerte der Wertzuwachs bzw. die Wertminderung dem jeweiligen Portfolio zuzubuchen, (iii) Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die sich auf einen Vermögenswert eines bestimmten Portfolios oder auf Maßnahmen in Verbindung mit Vermögenswerten eines bestimmten Portfolios beziehen, werden dem betreffenden Portfolio belastet, (iv) Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die keinem bestimmten Portfolio zugerechnet werden können, werden auf sämtliche Teilfonds verteilt bzw. umgelegt, wobei sich die einem bestimmten Teilfonds zuzuordnenden Beträge durch die Division dieser Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten durch die Anzahl der zum Zeitpunkt der Nettoinventarwertberechnung bestehenden Teilfonds ergibt, und (v) bei Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilhaber eines Teilfonds verringert sich der Nettoinventarwert dieses Teilfonds um den Bruttobetrag dieser Ausschüttungen.

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 24. Bilanz.

1 Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem Wirtschaftsprüfer, der als «réviseur d'entreprises agréé» qualifiziert ist und von der Hauptversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet wird, überprüft.

2 Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die durch das Gesetz von 2007 vorgesehen sind.

Art. 25. Depotbank.

1 Die Gesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem abgeänderten Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

2 Die Depotbank hat ihre Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007.

3 Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich die Komplementärin nach besten Kräften bemühen, innerhalb von zwei (2) Monaten nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Komplementärin kann die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

Art. 26. Auflösung der Gesellschaft.

1 Laut den Bestimmungen der Satzung kann die Gesellschaft durch Beschluss der Komplementärin, jedoch nur mit der Zustimmung der Hauptversammlung der Kommanditaktionäre, welche in der nach Artikel 67-1 und 142 des Gesetzes von 1915 vorgeschriebenen Weise zu erteilen ist, jederzeit aufgelöst werden.

2 Die Gesellschaft kann in folgenden Fällen aufgelöst werden:

- wenn die Gesellschaft sämtliche Liquidationserlöse aus den Beteiligungsgesellschaften erhalten und an die Aktionäre ausgeschüttet hat und alle Forderungen und Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft erloschen sind; oder
- durch Beschluss der Hauptversammlung mit dem für die Satzungsänderungen erforderlichen Anwesenheitsquorum und der erforderlichen Mehrheit der Stimmen; der Beschluss zur Auflösung der Gesellschaft bedarf der Zustimmung der Komplementärin.

3 Teilfonds können ebenfalls einzeln und unabhängig voneinander aufgelöst werden und die Auflösung eines Teilfonds beeinträchtigt nicht die Laufzeit der übrigen Teilfonds beziehungsweise der Gesellschaft.

4 Im Falle einer Zwangsliquidation, kann oder muss der Liquidator, im Einklang mit Artikel 47 (5) des Gesetzes von 2007, eine oder mehrere Hauptversammlungen einberufen, die über die Auflösung oder, falls angebracht, eine Verschmelzung, wie in Artikel 12.2 vorgesehen, oder Abtrennung eines oder mehrerer Teilfonds entscheiden. Entscheidungen werden, außer im Falle einer Auflösung der Gesellschaft, separat per Teilfonds, im Einklang mit Artikel 15.5 dieser Satzung, getroffen.

Art. 27. Liquidation der Gesellschaft.

1 Falls die Gesellschaft auf freiwilliger Basis aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915, des Gesetzes von 2007 und der Satzung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die im Falle freiwilliger Auflösung von der Hauptversammlung bestellt werden, die eine solche Auflösung beschließt und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jeden Teilfonds wird durch die Liquidatoren unter den Aktionären jedes Teilfonds im Verhältnis ihrer Anteile an den betreffenden Teilfonds aufgeteilt.

Liquidationserlöse, die von den Anteilseignern bei Abschluss der Liquidation eines Teilfonds nicht geltend gemacht wurden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt. Die Erlöse verfallen, sofern sie nicht geltend gemacht werden, nach Ablauf von 30 Jahren.

2 Das bei der zwangsweisen Auflösung und Liquidation der Gesellschaft anwendbare Verfahren wird im Gesetz von 2007 bestimmt.

Art. 28. Abänderung der Satzung. Die gegenwärtige Satzung kann nur mit Zustimmung der Komplementärin von einer Hauptversammlung der Kommanditisten unter der Voraussetzung abgeändert werden, dass die Anwesenheits- und Mehrheitsquoten gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes von 1915 beachtet werden.

Art. 29. Schlussbestimmungen. Für sämtliche Fragen, welche nicht durch diese Satzung geregelt sind, gelten das Gesetz von 2007 sowie das Gesetz von 1915.»

Übergangsbestimmungen

1 Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.

2 Die erste jährliche Hauptversammlung wird im Kalenderjahr 2009 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Die Zeichner haben die auszugebenden Aktien wie folgt gezeichnet:

1 WAI S.à r.l., vorgenannt, hat eine (1) Komplementäraktie ohne Nennwert gezeichnet, und

2 WARBURG ALTERNATIVE INVESTMENTS AG, vorgenannt, hat dreihundertneun (309) Kommanditaktien ohne Nennwert gezeichnet.

Alle Aktien wurden voll in bar eingezahlt; die Gesellschaft verfügt ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Vertretenen als Gründer schätzen die Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr siebentausend Euro.

Außerordentliche Hauptversammlung

Sodann haben die Vertretenen, die das gesamte Kapital vertreten, sich zu einer außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, zusammengefunden. Nachdem die Gültigkeit der Zusammensetzung nachgeprüft wurde, hat die Hauptversammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1 Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in 2, Place F. J. Dargent, L-1413 Luxemburg;
- 2 Die Zahl der Komplementärinnen wird auf eine (1) festgelegt;
- 3 WAI S.à r.l. mit Sitz in 2, Place F. J. Dargent, L-1413 Luxemburg wird mit sofortiger Wirkung zur alleinigen Komplementärin der Gesellschaft ernannt; und
- 4 BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE mit Sitz in 5-11, boulevard de la Foire, L-2013 Luxemburg, RCSL Nr. 71.178, wird als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur Hauptversammlung im Jahr 2009 ernannt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Müller, J.-J. Wagner.

Einregistriert zu Esch-sur-Alzette, am 20. September 2007. Relation: EAC/2007/11335. — Reçu 1.250 Euro.

Der Einnehmer (gezeichnet): Santioni.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 21. September 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007110138/239/629.

(070130480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2007.

Riversand International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 75.419.

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Par quatre jugements du 21 juin 2007, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

- LUX-JARDINAGE Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5445 Schengen, 110, rte Vin, B 85.408
- RIVERSAND INTERNATIONAL Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L- 5454 Stadtbredimus, 3 Lauthegaass B 75.419
- TRUST & CONSULT Sàrl, établie et ayant eu son siège social à L-5480 Wormeldange 65, rue Principale, B 61.962
- FINANZPROJEKT HOLDING SA, établie et ayant eu son siège social à L-5480 Wormeldange 65, rue Principale, B 63.780

Ces mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Madame Elisabeth Capesius, 1^{er} juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur Maître Pierre Feltgen, Avocat à la Cour demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de déposer leurs déclarations de créance au greffe du tribunal d'arrondissement avant le 11 juillet 2007.

Pour extrait conforme

M^e P. Feltgen

Liquidateur

Référence de publication: 2007103121/1421/25.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02824. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

L.T.A. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 35, Bohey.
R.C.S. Luxembourg B 48.920.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège de la Société extraordinairement en date du 26 juillet 2007 à 10.00 heures

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société de L -9647 Doncols, 42, chemin des Douaniers à L - 9647 Doncols, Bohey, 35.

Doncols, le 26 juillet 2007.

Pour extrait sincère et conforme

F. De Magnee

Administrateur

Référence de publication: 2007103460/832/17.

Enregistré à Diekirch, le 22 août 2007, réf. DSO-CH00143. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070117427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Talden Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 98.267.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 6 février 2006 a élu comme administrateurs:

- WAVERTON GROUP LIMITED, P.O.Box 3186 Abbot Bldg, Main Street, Road Town, Tortola British Virgin Islands,

- BIREFIELD HOLDINGS LIMITED, P.O.Box 3186 Abbot Bldg, Main Street, Road Town, Tortola British Virgin Islands,

- STARBROOK INTERNATIONAL LIMITED, P.O.Box 3186 Abbot Bldg, Main Street, Road Town, Tortola British Virgin Islands

et comme commissaire aux comptes LUX-AUDIT REVISOIN Sàrl, route d'Esch 257, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2007.

Pour TALDEN HOLDING S.A.

KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007104288/1021/20.

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 2007, réf. LSO-CH05716. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Sigda S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 64.324.

CLOTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 12 juillet 2007, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- SIDGA S.A R.L., dont le siège social à L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, a été dénoncé en date du 13 mars 2002.

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

M^e M. Ries

Le liquidateur

Référence de publication: 2007104261/2630/17.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2007, réf. LSO-CG08522. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

API Group S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 67.547.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 12 juillet 2007, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- API GROUP S.A., dont le siège social à L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, a été dénoncé en date du 17 février 2003.

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

M^e M. Ries

Le liquidateur

Référence de publication: 2007104250/2630/18.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2007, réf. LSO-CG08580. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Financière Galliera S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 6, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 30.696.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en du 12 juillet 2007, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- FINANCIERE GALLIERA S.A., avec siège social à L-2014 Luxembourg, 6, rue Zithe.

Le même jugement a mis les frais à charge de la masse.

Pour extrait conforme

M^e M. Ries

Le liquidateur

Référence de publication: 2007104254/2630/18.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2007, réf. LSO-CG08536. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Prevent S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 47.271.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 12 juillet 2007 le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- PREVENT S.A., dont le siège social à L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, a été dénoncé en date du 20 septembre 2002.

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

M^e M. Ries

Le liquidateur

Référence de publication: 2007104259/2630/18.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2007, réf. LSO-CG08511. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.